

***Partie III – Les renseignements
particuliers***

*Ministre des relations avec les citoyens et de
l'immigration*

Question 1

Copie du plan stratégique 2003-2004 du
ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration

FICHE SYNTHÈSE

COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 2003-2004 DU MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2001-2004

- En vertu des dispositions de la Loi sur l'administration publique, le Ministère a déposé, en avril 2001, un plan stratégique triennal. Ce plan précise la mission du Ministère, le contexte et les enjeux influençant ses activités, les orientations stratégiques ainsi que des objectifs précis, les résultats visés et les indicateurs de performance s'y rattachant.
- Le Plan stratégique a été largement diffusé aux partenaires du Ministère et se trouve sur la page d'accueil du site Internet ministériel : <http://www.mrci.gouv.qc.ca>.
- Les orientations du Ministère, en 2003-2004, sont :
 - l'augmentation des volumes globaux d'admissions, conditionnellement à l'atteinte de l'objectif d'augmentation des immigrants connaissant le français à leur arrivée et au maintien des exigences socio-économiques favorisant l'intégration au marché du travail;
 - l'intensification des efforts d'établissement des immigrants en région;
 - le soutien actif à l'intégration socio-économique, linguistique et culturelle des nouveaux arrivants;
 - la réduction des obstacles freinant la contribution des immigrants au développement socio-économique du Québec;
 - la promotion de la compréhension et de l'exercice des droits et responsabilités de tous les citoyens sans discrimination;
 - l'accessibilité aux documents des organismes publics tout en assurant la confidentialité et la protection des renseignements personnels;
 - la diffusion d'une information gouvernementale de qualité, structurée et accessible selon le mode de communication au choix du citoyen;
 - la simplification des démarches du citoyen auprès de l'État, en partenariat avec les ministères et organismes, dans le respect de la sécurité et de la protection des renseignements personnels;
 - l'offre aux ministères et organismes d'une expertise quant à la connaissance des besoins des citoyens en matière de prestation de services d'information;
 - l'adaptation de la structure et des modalités de livraison des produits et services afin de répondre adéquatement aux besoins reconnus de ses clientèles, tout en ayant recours aux nouvelles technologies de l'information pour permettre un accès direct aux citoyens;
 - le déploiement d'une structure et d'un nouveau cadre de gestion prenant en compte une responsabilisation, une imputabilité et une reddition accrues à tous les niveaux de l'organisation ministérielle.
- En avril 2001, le Ministère a publié une *Déclaration de services aux citoyennes et citoyens* qui présente les principaux services offerts ainsi que divers engagements de qualité relatifs à la courtoisie, l'empressement et la compétence du personnel, l'équité, la confidentialité des renseignements concernant les citoyens et l'accessibilité (délais d'attente ou de traitement des demandes, diversité des modalités d'accès et diffusion des heures d'ouverture des bureaux ainsi que leurs adresses).

On trouvera ci-joint copies du *Plan annuel de gestion des dépenses 2003-2004* ainsi que du *Plan stratégique 2001-2004*.

	Nom du fichier : RP Q1 PRC
	Dernière mise à jour : 2003-06-12
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 1

Question 2

Prévisions de référence qui ont servi à
l'élaboration du Plan stratégique 2003-2004 du
ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration

FICHE SYNTHÈSE

PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2003-2004 DU MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

Les orientations stratégiques du Ministère pour l'année 2003-2004 reposent sur les assises suivantes :

Orientation 1 : Augmenter les volumes d'admissions en fonction des besoins et des objectifs du Québec et hausser l'immigration francophone, tout en maintenant les exigences socio-économiques.

- À la suite d'audiences de la Commission de la culture, le gouvernement du Québec adoptait en octobre 2000 des orientations quant à l'immigration devant être accueillie au Québec au cours des années 2001, 2002 et 2003. Une de ces orientations est l'augmentation des volumes d'admissions. Réitérée lors du dépôt à l'Assemblée nationale du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2003, l'objectif pour l'année 2003 est d'admettre entre 40 100 et 43 700 immigrants.
- Pour favoriser une insertion rapide sur le marché du travail et pour préserver le caractère francophone du Québec, l'objectif d'augmenter les volumes d'admissions a été assorti de deux conditions, soit de mettre l'accent sur le niveau de formation et de compétence des immigrants et d'augmenter le nombre et la proportion des immigrants connaissant le français à leur arrivée. Pour l'année 2003, le Ministère compte admettre entre 19 400 et 21 600 immigrants connaissant le français, soit près de la moitié du volume global des admissions (48 à 49 %).

Orientation 2 : Intensifier les efforts d'établissement des immigrants en région.

Pour atténuer le déclin démographique, déjà amorcé dans certaines régions, et répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises confrontées à des pénuries, les intervenants régionaux ont clairement fait savoir, lors de la consultation publique, leur volonté d'accueillir plus d'immigrants en région. Des objectifs spécifiques en matière de régionalisation ont donc été établis par le gouvernement, en octobre 2000, et réitérés à l'occasion du dépôt à l'Assemblée nationale du Plan annuel d'immigration. Pour l'année financière 2003-2004, l'objectif visé est que 25 % des immigrants admis s'établissent à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal. La mise en œuvre du *Plan d'action pour une contribution accrue de l'immigration à l'occupation dynamique du territoire québécois* – plan rendu public lors du Rendez-vous national des régions – permettra d'accélérer la progression de l'immigration dans les régions, en partant des besoins, des objectifs et de la mobilisation des acteurs régionaux.

Orientation 3 : Soutenir activement l'intégration socio-économique, linguistique et culturelle des nouveaux arrivants.

Les objectifs fixés par le gouvernement reposent en partie sur la consultation publique de l'automne 2000 relative à la planification de l'immigration. Ils s'inscrivent dans l'énoncé de politique de 1990 définissant l'intégration comme un processus bidirectionnel couvrant à la fois les initiatives des nouveaux arrivants pour s'intégrer et les efforts de la société québécoise (gouvernement, organismes, population) pour les accueillir et assurer leur pleine participation à la société. Au nombre des objectifs poursuivis, soulignons, entre autres, celui de porter à 82 % le taux de présence au Québec des immigrants admis, d'ici à 2004.

Orientation 4 : Réduire les obstacles freinant la contribution des immigrants au développement socio-économique du Québec.

À l'instar des précédentes, cette orientation découle de la consultation publique de l'automne 2000. Elle s'appuie aussi sur les résultats d'enquêtes sociologiques et économiques réalisées depuis plus d'une décennie. Les enquêtes révèlent que les nouveaux arrivants, bien que plus scolarisés et majoritairement sélectionnés en fonction de leur potentiel d'adaptabilité et de mobilité professionnelles, font face à des obstacles au cours de leur insertion au marché du travail. L'objectif principal poursuivi est d'élaborer des mesures efficaces visant à faciliter l'accès des immigrants aux professions et métiers régis.

Orientation 5 : Promouvoir la compréhension et l'exercice des droits et responsabilités de tous les citoyens sans discrimination.

Cette orientation offre une réponse au défi de la pleine participation démocratique de toutes les composantes de la société et de leur représentation équitable au sein des institutions communes dans le contexte de la diversité croissante de la population québécoise. Ses assises sont la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la Loi visant à favoriser le civisme. En 2003-2004, le Ministère vise à accroître la portée de ses activités dans ce champ.

	Nom du fichier : RP Q2 PRC
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 2

Orientation 6 : Faciliter l'accès aux documents des organismes publics tout en assurant la confidentialité et la protection des renseignements personnels.

Cette orientation concourt au respect et à l'exercice des droits des citoyens. La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels oblige les ministères et organismes publics à assurer la protection des renseignements personnels qu'ils détiennent, en appliquant toutes les règles relatives à la collecte, à l'utilisation, à la conservation, à la communication et à la destruction de ces renseignements. À cet effet, le Ministère a le mandat de coordination et de suivi du *Plan d'action gouvernemental pour la protection des renseignements personnels*, adopté en mai 1999. La Loi contribue à la transparence de l'administration publique, en assurant l'accès aux documents gouvernementaux.

Orientation 7 : Diffuser une information gouvernementale de qualité, structurée et accessible selon le mode de communication au choix du citoyen.

Cette orientation vise à répondre aux souhaits du citoyen : simplifier les démarches et les transactions avec l'État, laisser à la charge de l'Administration les complexités, obtenir de l'information et des services selon les modes traditionnels (par téléphone, en personne et par écrit) ainsi que par la voie des nouvelles technologies. Pour mieux répondre aux besoins du citoyen, le Ministère a entrepris une refonte des systèmes informatiques et téléphoniques de Communication-Québec. Cette refonte, qui sera achevée en 2003-2004, permettra la mise en réseau interrégionale de tous les appels téléphoniques destinés à Communication-Québec et la répartition de l'achalandage.

Orientation 8 : Simplifier les démarches du citoyen auprès de l'État, en partenariat avec les ministères et organismes, dans le respect de la sécurité et de la protection des renseignements personnels.

Cette orientation contribue à simplifier les relations entre le citoyen et l'État. Elle met en évidence l'importance accordée aux questions de sécurité depuis les événements du 11 septembre 2001 dans toute démarche de simplification des transactions du citoyen avec l'État. Le Ministère a amélioré les pratiques sécuritaires liées à la délivrance et à l'utilisation des documents de l'état civil. Il est à revoir l'infrastructure technologique et l'organisation du travail en vue de rendre disponible un service de changement d'adresse avec gestion du consentement, lequel permet au citoyen, en une seule démarche et de façon sécuritaire, de communiquer son changement d'adresse aux différents ministères et organismes du gouvernement. En 2003-2004, il est prévu de le rendre disponible par Internet et dans les 25 bureaux de Communication-Québec.

Orientation 9 : Offrir aux ministères et organismes une expertise quant à la connaissance des besoins des citoyens en matière de prestation de services d'information.

Le Ministère a le mandat d'assurer la coordination générale du *Plan d'action gouvernemental d'amélioration des services aux citoyens* et d'assurer l'expertise et la veille stratégique en matière de services aux citoyens. En juin 2001, il mettait en place le Centre d'expertise sur la prestation des services (CEPS) dont la mission principale est de soutenir les ministères et les organismes publics dans la détermination des besoins, des attentes et de la satisfaction des citoyens à l'égard des services d'information gouvernementale.

Orientation 10 : Adapter la structure et les modalités de livraison des produits et services afin de répondre adéquatement aux besoins reconnus de ses clientèles, tout en ayant recours aux nouvelles technologies de l'information pour permettre un accès direct aux citoyens.

Cette orientation est en lien avec l'objectif exprimé par le gouvernement du Québec, à l'occasion de l'annonce de la réforme du cadre de gestion de l'administration publique, d'offrir des services publics de qualité qui répondent aux attentes et aux besoins des citoyens et de pouvoir évaluer l'efficacité ainsi que le degré de satisfaction des mesures mises en place. Le Ministère procèdera en 2003-2004 à une actualisation de sa *Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens*, en tenant compte des besoins exprimés par les clientèles et leur degré de satisfaction touchant l'ensemble des services.

Orientation 11 : Déployer une structure et un nouveau cadre de gestion prenant en compte une responsabilisation, une imputabilité et une reddition accrues à tous les niveaux de l'organisation ministérielle.

Cette orientation répond au nouveau cadre de gestion gouvernementale axée sur les résultats, prévu dans la Loi sur l'administration publique.

	Nom du fichier : RP Q2 PRC
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 2 sur 2

Question 3

Répartition des immigrants, et ce par catégories, admis au Québec en 2001, selon le pays de naissance et la langue parlée en comparaison avec l'année 2002 et prévisions pour 2003-2004

FICHE SYNTHÈSE

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMIS AU QUÉBEC EN 2001* SELON LE PAYS DE NAISSANCE EN COMPARAISON AVEC 2002									
2002*						2001			
Rang	Pays de naissance**	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total
1	Maroc	3 321	353	7	3 681	3 014	406	7	3 427
2	Chine	2 345	844	33	3 222	3 320	583	21	3 924
3	Algérie	2 700	264	130	3 094	2 400	353	238	2 991
4	France	2 669	249	9	2 927	2 821	283	8	3 112
5	Roumanie	2 575	217	21	2 813	1 454	197	33	1 684
6	Haïti	838	700	90	1 628	794	1 003	67	1 864
7	Colombie	251	109	873	1 233	181	136	726	1 043
8	Pakistan	138	242	719	1 099	153	245	642	1 040
9	Liban	752	240	58	1 050	794	256	77	1 127
10	Inde	196	377	437	1 010	158	422	430	1 010
11	Sri Lanka	21	153	623	797	29	184	643	856
12	Russie	492	222	78	792	307	202	120	629
13	Rép. dém. du Congo	87	73	532	692	64	63	627	754
14	Bulgarie	616	42	10	668	250	43	16	309
15	Tunisie	463	118	8	589	536	102	21	659
16	Afghanistan	9	40	523	572	2	47	522	571
17	Corée du Sud	479	86	-	565	572	74	-	646
18	Mexique	301	151	97	549	239	152	142	533
19	Iran	230	55	149	434	241	76	226	543
20	Pérou	126	122	182	430	86	146	157	389
Total, tous les pays		23 240	7 941	6 438	37 619	21 905	8 477	7 155	37 537
<p>* Les données de 2002 sont préliminaires.</p> <p>** La liste des 20 principaux pays pour 2002 ne correspond pas nécessairement à celle de 2001.</p> <p>Note : Les renseignements statistiques selon la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec. En outre, il n'existe pas de prévisions d'admissions par pays de naissance et catégorie d'immigration. Ainsi, les prévisions d'admissions et la planification du plan annuel d'immigration réfèrent aux cibles minimales et maximales d'admissions pour chacune des catégories d'immigration et non par pays de naissance.</p> <p>Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche.</p>									

	Nom du fichier : RP Q3 PRC
	Dernière mise à jour : 2003-06-16
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 1

Question 4

Nombre de demandes d'immigration traitées et nombre de certificats d'autorisation émis au cours de l'exercice 2002-2003, en comparaison avec 2001-2002 et prévisions pour 2003-2004

FICHE SYNTHÈSE

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES ET NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) ÉMIS AU COURS DE L'ANNÉE 2003, COMPARAISON AVEC 2002 ET 2001

Deux types de documents sont utilisés pour formuler une demande d'immigration : la demande préliminaire d'immigration (DPI) et la demande de certificat de sélection (DCS), qui est le formulaire réglementaire.

Un requérant de la catégorie des immigrants indépendants formule habituellement une première demande sur une DPI et se voit adresser une DCS lorsque la demande préliminaire est acceptée. Les requérants des autres catégories présentent habituellement leur demande directement sur une DCS.

L'utilisation de la DPI par les requérants de la catégorie des immigrants indépendants présente certains avantages :

- avant d'être contraint à présenter un dossier complet dont la constitution peut s'avérer assez lourde et de payer les frais de traitement, le requérant peut formuler une première demande sur un formulaire simple;
- ce formulaire permet de procéder à un premier tri des demandes et d'adresser une DCS uniquement au requérant dont le profil socioprofessionnel permet de croire qu'il a des chances de répondre aux critères énoncés dans la réglementation.

Le tableau qui suit identifie le nombre des demandes préliminaires examinées sur la base d'une DPI ou d'une DCS, ainsi que le nombre des CSQ émis à l'étranger et sur place.

	2003**	2002*	2001*
Demandes préliminaires d'immigration (DPI)	133 700	127 337	92 541
Demandes de certificats de sélection (DCS) examinées	41 900	40 286	27 611
Certificats de sélection (CSQ) émis à l'étranger	40 360	35 620	32 309
Certificats de sélection (CSQ) émis sur place pour le Québec	6 812 ¹	6 313	9 085
Certificats de sélection (CSQ) émis au Québec pour l'étranger	10 035 ¹	11 592	10 182
TOTAL DES CSQ ÉMIS À L'ÉTRANGER ET AU QUÉBEC	57 207	53 525	51 576

* Les données sont celles des années civiles 2001 et 2002, respectivement.

** Les prévisions sont pour l'année civile 2003.

¹ Estimation établie de la façon suivante : résultats de la sélection des cinq premiers mois de l'année 2003 et résultats de la sélection des sept derniers mois de l'année 2002.

Question 5

Pour chaque Carrefour d'intégration, le nombre d'inscriptions ou le nombre de bénéficiaires pour les cours offerts en 2002-2003 dans le cadre :

- a) Programme national de formation en établissement
- b) Programme québécois de francisation des immigrants
- c) Programme d'aide à la francisation des immigrants (à temps partiel et à temps plein)

FICHE SYNTHÈSE

NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2002-2003 POUR CHAQUE CARREFOUR D'INTÉGRATION PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

A. Nombre d'étudiants pour les cours à temps complet selon les milieux de formation

2002-2003				
Milieu de formation				
Région	Carrefour	Collégial et universitaire	Commission scolaire	OBNL
Carrefour d'intégration de l'Est	371	190		85
Carrefour d'intégration du Nord	527	1416		151
Carrefour d'intégration de l'Ouest	222	141		87
Carrefour d'intégration du Sud	791	2402	-	211
Carrefour d'intégration de Laval	139	225	61	-
Carrefour d'intégration de Longueuil	399	138	137	27
TOTAL DGRM	2449	4512	198	561
DREMCQ	186	147	201	20
DROATNQ	249	137	12	-
DRCNEQ	102	411	-	32
GRAND TOTAL	2986	5207	411	613

B. Nombre d'étudiants pour les cours à temps partiel selon les milieux de formation

2002-2003					
Milieu de formation ¹					
Région	Carrefour	Collégial et universitaire	Commission scolaire	Milieu de travail ²	OBNL ³
Carrefour d'intégration de l'Est	101	-	-	58	408
Carrefour d'intégration du Nord	736	160	-	400	1588
Carrefour d'intégration de l'Ouest	90	-	-	198	381
Carrefour d'intégration du Sud	153	171	-	671	3819
Carrefour d'intégration de Laval	-	66	-	-	73
Carrefour d'intégration de Longueuil	183	-	-	-	498
TOTAL DGRM	1263	397	-	1327	6767
DREMCQ	18	-	11	-	-
DROATNQ	-	-	-	-	-
DRCNEQ	-	1	-	-	198
GRAND TOTAL	1281	398	11	1327	6965

¹ Il faut ajouter deux étudiants, un à la DREMCQ et un à la DROATNQ, qui ont bénéficié de l'achat de place.

² Ces données concernent uniquement les cours donnés en entreprise.

³ Ces données incluent les cours offerts autrefois dans le cadre du Programme d'aide à la francisation des immigrants (PAFI).

	Nom du fichier : RP Q5-DPPF
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Intégration et Régionalisation	Page 1 sur 1

Question 6

Données détaillées sur les budgets globaux aux Carrefours d'intégration pour 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004. Nombre de demandes d'admission et taux d'acceptation par rapport aux candidats admissibles de 2002-2003. Indiquer le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003 ¹⁾

Rémunération

Traitements réguliers	21 367 700 \$	
Traitements occasionnels	<u>10 260 800 \$</u>	
Total Rémunération		31 628 500 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	10 138 100 \$	
Loyers et télécommunications	5 104 200 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>454 300 \$</u>	
Total Fonctionnement		15 696 600 \$

Transferts

PAEI	4 654 500 \$	
PSIE	2 397 300 \$	
FDIR	745 100 \$	
SPI	609 100 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>12 037 400 \$</u>	
Total Transferts		20 443 400 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>67 768 500 \$</u>

1) Ces dépenses tiennent également compte de celles des directions régionales et de celles de la Direction générale de la région métropolitaine.

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION
PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration accueille les nouveaux arrivants dans les aéroports de Montréal. Pour ceux qui ont un statut de résident permanent, un rendez-vous est fixé dans le carrefour d'intégration ou la direction régionale qui dessert leur lieu de destination. Rappelons toutefois que ces nouveaux arrivants sont libres de se présenter à nos bureaux pour leur rendez-vous.

Les carrefours d'intégration offrent des services à l'ensemble de la clientèle des nouveaux arrivants sous différentes formules (entrevues personnalisées, sessions de groupe et autres.) Toutes les personnes admissibles peuvent bénéficier des différents services auxquels ils ont droit. Cependant, nous constatons que ce ne sont pas tous les membres admissibles d'une même famille qui se présentent à l'un ou l'autre des services dispensés. En fait, il arrive qu'une seule personne représente une famille complète dans les différents services offerts. C'est le cas, entre autres, des entrevues d'aide à l'établissement et des sessions de groupe intitulées « Mes premières démarches »

Il est difficile d'appliquer un chiffre au pourcentage de la clientèle potentielle rejointe. Cependant, on peut estimer qu'en 2002-2003 près des deux tiers des nouveaux arrivants ont bénéficié de l'un ou l'autre des services offerts par les carrefours d'intégration sur le territoire. Par ailleurs, on retrouvera ci-après les données concernant les différents types de services.

TYPES DE SERVICES		TOTAL	
Accueil en aéroport			
- résident permanent		19 260	
- autres		<u>5 257</u>	
	Total	24 517	personnes
Entrevue d'aide à l'établissement		5 470	entrevues
Sessions « Mes premières démarches »	3 392	personnes	
Sessions pour travailleurs autonomes		211	personnes
Cours de français			
- temps complet		9 217	
- temps partiel		<u>8 749</u>	
	Total	17 966	personnes
Évaluation comparatives		11 871	évaluations
Demandes de renseignements par téléphone	191 215	appels traités	
Demandes de renseignements par courriel	15 374	courriels traités	

Par ailleurs, le **taux d'acceptation** des candidats admissibles dans les carrefours d'intégration pour la **francisation au temps complet** est le suivant :

Tous les candidats admissibles en vertu du règlement et qui sont disponibles ont accès aux services de francisation à temps plein.

En 2002-2003, le MRCI a étudié 10 663 demandes d'admission aux services de francisation à temps plein. Les résultats se décomposent comme suit :

8 833	demandes ont été acceptées ;
86	demandes ont été rejetées pour connaissance suffisante du français ;
61	demandes ont été rejetées pour un autre critère réglementaire (ex. : non résident au Québec, citoyen canadien, etc.) ;
820	demandes ont été annulées par les candidats (non disponibilité, désistement avant l'inscription, etc.).

	Nom du fichier : Fiche Dépenses
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Intégration et Régionalisation	Page 2 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Direction générale de la région métropolitaine¹⁾

Rémunération

Traitements réguliers	17 240 900 \$	
Traitements occasionnels	<u>8 767 400 \$</u>	
Total Rémunération		26 008 300 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	8 092 900 \$	
Loyers et télécommunications	3 496 400 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>285 100 \$</u>	
Total Fonctionnement		11 874 400 \$

Transferts

PAEI	3 479 500 \$	
PSIE	1 874 100 \$	
FDIR	363 000 \$	
SPI	298 100 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>10 578 500 \$</u>	
Total Transferts		16 593 200 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>54 475 900 \$</u>

1) Outre la consolidation des dépenses des six carrefours d'intégration de la région métropolitaine, ces dépenses tiennent compte de celles de la direction générale. La direction générale de la région métropolitaine comprend les carrefours d'intégration de l'ouest, de l'est, du nord et du sud de Montréal ainsi que du carrefour de Longueuil qui dessert la Montérégie et du carrefour de la Laval qui dessert la région des Laurentides et de Lanaudière.

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration de l'Est de Montréal

Rémunération

Traitements réguliers	1 720 700 \$	
Traitements occasionnels	<u>557 100 \$</u>	
Total Rémunération		2 277 800 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	476 600 \$	
Loyers et télécommunications	338 600 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>14 800 \$</u>	
Total Fonctionnement		830 000 \$

Transferts

PAEI	206 600 \$	
PSIE	77 500 \$	
FDIR	0 \$	
SPI	50 000 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>882 700 \$</u>	
Total Transferts		1 216 800 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>4 324 600 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 4 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration de l'Ouest de Montréal

Rémunération

Traitements réguliers	863 600 \$	
Traitements occasionnels	<u>802 700 \$</u>	
Total Rémunération		1 666 300 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	499 100 \$	
Loyers et télécommunications	262 300 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>15 700 \$</u>	
Total Fonctionnement		777 100 \$

Transferts

PAEI	38 800 \$	
PSIE	70 000 \$	
FDIR	0 \$	
SPI	20 000 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>694 500 \$</u>	
Total Transferts		823 300 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>3 266 700 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 5 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration du Nord de Montréal

Rémunération

Traitements réguliers	3 529 200 \$	
Traitements occasionnels	<u>2 585 200 \$</u>	
Total Rémunération		6 111 400 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	2 154 100 \$	
Loyers et télécommunications	861 600 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>28 100 \$</u>	
Total Fonctionnement		3 043 800 \$

Transferts

PAEI	665 100 \$	
PSIE	443 800 \$	
FDIR	115 000 \$	
SPI	81 200 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>2 721 500 \$</u>	
Total Transferts		4 026 600 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>13 181 800 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 6 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration du Sud de Montréal

Rémunération

Traitements réguliers	5 401 200 \$	
Traitements occasionnels	<u>3 649 000 \$</u>	
Total Rémunération		9 050 200 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	3 869 800 \$	
Loyers et télécommunications	444 800 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>31 500 \$</u>	
Total Fonctionnement		4 346 100 \$

Transferts

PAEI	1 825 300 \$	
PSIE	921 300 \$	
FDIR	113 000 \$	
SPI	147 000 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>5 082 800 \$</u>	
Total Transferts		8 089 400 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>21 485 700 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 7 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration du Laval

Rémunération

Traitements réguliers	1 145 400 \$	
Traitements occasionnels	<u>299 700 \$</u>	
Total Rémunération		1 445 100 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	610 800 \$	
Loyers et télécommunications	517 300 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>28 800 \$</u>	
Total Fonctionnement		1 156 900 \$

Transferts

PAEI	311 300 \$	
PSIE	191 900 \$	
FDIR	50 000 \$	
SPI	0 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>390 600 \$</u>	
Total Transferts		943 800 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>3 545 800 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 8 sur 12

FICHE SYNTHÈSE

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2002-2003. INDiquer LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

Dépenses globales des Carrefours d'intégration pour 2002-2003
Carrefour d'intégration de Longueuil

Rémunération

Traitements réguliers	1 370 100 \$	
Traitements occasionnels	<u>848 500 \$</u>	
Total Rémunération		2 218 600 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	482 400 \$	
Loyers et télécommunications	528 200 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>31 300 \$</u>	
Total Fonctionnement		1 041 900 \$

Transferts

PAEI	432 500 \$	
PSIE	169 800 \$	
FDIR	85 000 \$	
SPI	0 \$	
PAFILI (Allocations aux stagiaires)	<u>806 400 \$</u>	
Total Transferts		1 493 700 \$
TOTAL DES DÉPENSES		<u>4 754 200 \$</u>

Préparée par : Gaëtan Bolduc (514) 873-0827	Nom du fichier : Fiche Dépenses
Validée par :	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur responsable : Intégration et Régionalisation	Page 9 sur 12

Question 7

Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programme d'intégration en 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et prévisions pour 2003-2004

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME D'INTÉGRATION EN 2000-2001,
2001-2002 POUR 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004

TOTAL			
2000-2001	6 126 892 \$		
2001-2002	8 163 609 \$		
2002-2003	7 051 750 \$ *		
RÉGION	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Québec	419 066 \$	546 656 \$	600 625 \$
Estrie	415 730 \$	465 053 \$	671 250 \$
Outaouais	328 000 \$	425 000 \$	368 750 \$
Région métropolitaine	4 964 096 \$	6 726 900 \$	5 411 125 \$
TOTAL	6 126 892 \$	8 163 609 \$	7 051 750 \$
PROGRAMME	2000-2001	2001-2002	2002-2003*
PAEI	2 831 840 \$	4 475 750 \$	4 654 500 \$
PSIE	1 583 799 \$	1 918 500 \$	2 397 250 \$
PAFI	1 209 249 \$	1 329 909 \$	0 \$
PFMT	502 004 \$	439 450 \$	0 \$
TOTAL	6 126 892 \$	8 163 609 \$	7 051 750 \$
<p>* Les programmes PAFI et PFMT ont été convertis en contrat de sous-traitance à compter de 2002-2003. Ces contrats ont été confiés aux organismes communautaires œuvrant antérieurement dans les programmes PAFI et PFMT.</p>			

	Nom du fichier : RP Q7 IR
	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur ou direction responsable : Intégration et régionalisation	Page 1 sur 1

Question 8

Liste des études ou mandats d'études accordés sur la pertinence des Organismes communautaires d'accueil et d'intégration (OCAI). Évaluation des coûts associés à la mise en place d'une structure pour les OCAI. Mécanisme de consultation prévu pour permettre la communication entre les communautés culturelles jumelées à un OCAI et le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES ÉTUDES OU MANDATS D'ÉTUDES ACCORDÉS SUR LA PERTINENCE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION (OCAI). ÉVALUATION DES COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE POUR LES OCAI. MÉCANISME DE CONSULTATION PRÉVU POUR PERMETTRE LA COMMUNICATION ENTRE LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES JUMELÉES À UN OCAI ET LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

Les études sur la pertinence des organismes communautaires d'accueil et d'intégration

- Le Ministère étudie actuellement les façons d'accroître la participation des organismes communautaires d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et les organismes issus des communautés culturelles.

La structure des organismes communautaires d'accueil et d'intégration

- Le Ministère confie déjà des responsabilités en matière d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes à des organismes communautaires. Des mécanismes de collaboration sont donc en place afin d'assurer la mise en œuvre et le suivi des services offerts par les organismes communautaires, mentionnons, entre autres, le Comité consultatif national des organismes communautaires (COCONAT). Par ailleurs, le Ministère participe au comité interministériel pour assurer la mise en œuvre de la *Politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire*.

La communication entre les communautés culturelles et le MRCI

La communication entre les communautés culturelles et le Ministère s'effectue de diverses manières :

- Chacun des carrefours d'intégration anime un comité de partenaires, qui est un lieu d'échanges et de concertation sur les besoins locaux d'intégration des immigrants, auquel participent des organismes communautaires d'accueil et d'intégration présents sur le territoire desservi par le carrefour d'intégration.
- Les organismes communautaires d'accueil et d'intégration et des organismes issus des communautés culturelles participent à des comités ou à des tables de concertation visant à s'attaquer à des problèmes particuliers d'intégration. Ces lieux d'échanges et de discussions sont particulièrement utiles pour régler les problèmes liés aux relations interculturelles.
- Les agents des carrefours d'intégration sont en contact étroit avec les organismes communautaires d'accueil et d'intégration et des organismes issus des communautés culturelles afin d'être au fait des besoins d'intégration des communautés culturelles. Par exemple, des agents du Ministère peuvent s'adresser à un organisme pour documenter une problématique spécifique liée à l'intégration des membres d'une communauté, en vue de mettre en œuvre des projets d'intégration adaptés aux besoins de cette communauté.

Préparée par : Martin Savard (514) 864-2704	Nom du fichier : RP Q8 IR
Validée par : Jacques Robert (514) 873-6491	Dernière mise à jour : 2003-06-16
Secteur ou direction responsable : Intégration et Régionalisation	Page 1 sur 1

Question 9

Toute documentation (études, rapports, procès verbaux, correspondance) produite par la Table de concertation sur l'admission des personnes immigrantes aux ordres professionnels.

FICHE SYNTHÈSE

**TOUTE DOCUMENTATION (ÉTUDES, RAPPORTS, PROCÈS VERBAUX, CORRESPONDANCE) PRODUITE PAR
LA TABLE DE CONCERTATION SUR L'ADMISSION DES PERSONNES IMMIGRANTES AUX ORDRES
PROFESSIONNELS**

1. Compte rendu du 16 octobre 2001
2. Compte rendu du 12 décembre 2001
3. Compte rendu du 21 février 2002
4. Compte rendu du 20 juin 2002
5. Compte rendu du 13 février 2003
6. Plan de travail révisé en avril 2003

Préparée par : Lise Tanguay (514) 873-9126	Nom du fichier : RP Q9 IR
Validée par : Jacques Robert (514) 873-6491	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Intégration et Régionalisation	Page 1 sur 1

TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS CIQ – CAMO p.i. – MRCI

Compte rendu de la première rencontre
tenue le 16 octobre 2001
au MRCI, 360 McGill, salle 2.15

Étaient présents :

Pour le CIQ :

Me André Gariépy, directeur général

M. Jean-François Thuot, chargé d'affaires professionnelles

Pour le CAMO p.i. :

M^{mes} Naïma Yaklef, directrice adjointe
Pascale Chanoux, agente de liaison

Pour le MRCI :

M. Jacques Robert, directeur, SPPI

M^{me} Lise Tanguay, agente de recherche, SPPI

Observateur :

M. Mohammed Chérif, bureau du Secrétaire d'État

SUJETS DISCUTÉS / ACTIONS

- Mandat de la Table
- Présentation du CIQ sur la réglementation professionnelle en matière de conditions de délivrance de permis et de reconnaissance d'une équivalence
- Présentation du MRCI sur les difficultés susceptibles d'être rencontrées par une personne immigrante qui compte intégrer le marché du travail
- Présentation du CAMO p.i. sur les interventions en matière d'admission aux ordres professionnels
- Prochaine rencontre

1. Mandat de la Table

Après les souhaits de bienvenue du MRCI, il est mentionné qu'une rencontre a eu lieu en juin 2001 avec le CIQ. Il y avait été question de la création de la Table et de l'invitation qui serait faite au CAMO p.i. à joindre la Table dès le début des travaux.

Le CIQ manifeste son intérêt à ce que soit recréé un mécanisme de concertation et aborde les travaux de façon très positive. Il aura d'ailleurs des actions concrètes à présenter à cet effet.

Le CAMO p.i. est très heureux de participer aux travaux de la Table. Il a une connaissance des obstacles vécus par la clientèle immigrante et travaille à la mise en place de projets novateurs pour solutionner les difficultés.

Un projet de mandat est proposé par le MRCI.

Ce projet sera modifié pour tenir compte des commentaires.

Responsable : MRCI Novembre 2001

2. Présentation du CIQ sur la réglementation professionnelle en matière de conditions de délivrance de permis et de reconnaissance d'une équivalence

Le CIQ compte établir un portrait général des conditions d'admission aux ordres professionnels. Pour y arriver, le CIQ préparera trois documents, sous forme de tableaux, pour classer et schématiser l'information sur le sujet. L'information, qui circulera éventuellement auprès des partenaires, portera sur :

- Les normes, contenues aux lois et règlements, relatives aux conditions et modalités de délivrance du permis : ce tableau est à l'étape de la validation par les ordres.
- Les normes relatives à la reconnaissance d'une équivalence de diplôme et de formation et d'une équivalence des autres conditions et modalités d'obtention du permis (examen, stage, programme de formation professionnelle et autres) : ce tableau est aussi à l'étape de la validation par les ordres.
- Les pratiques administratives des ordres (entente de reconnaissance mutuelle, méthode de travail, frais exigés, outil d'évaluation et autres) : le CIQ prépare actuellement la grille qui servira à recueillir l'information. Le cas échéant, des suggestions de rubriques peuvent lui être transmises.

3. Présentation du MRCI sur les difficultés susceptibles d'être rencontrées par une personne immigrante qui compte intégrer le marché du travail

Le MRCI dépose un document pour illustrer le parcours d'intégration à un emploi d'une personne immigrante. Ce document présente les choix et les étapes de la personne à partir de l'étranger, les difficultés susceptibles d'être rencontrées, les actions en cours de réalisation par le MRCI.

La prochaine étape consistera à identifier des suggestions d'intervention.

Le MRCI demande au CIQ et au CAMO p.i. de réfléchir à des suggestions d'intervention d'ici la prochaine rencontre.

4. Présentation du CAMO p.i. sur les interventions en matière d'admission aux ordres professionnels

En matière d'admission aux ordres professionnels, le CAMO p.i. travaille déjà avec quelques ordres pour faciliter l'obtention du permis d'exercice aux personnes immigrantes. Il assure aussi un certain support (information et outil) aux organismes communautaires.

Pour avoir une meilleure vision d'ensemble de la situation, le CAMO p.i. compte entreprendre une recherche, financée par Emploi-Québec, sur les difficultés d'accès aux ordres professionnels vécues par les immigrants. Il souhaite obtenir la collaboration de quelques ordres.

Il est convenu que le CAMO p.i., le CIQ et le MRCI échangent de l'information sur le projet de recherche et collaborent afin de finaliser le devis.

Concernant plus spécifiquement l'information à donner aux organismes communautaires relativement à l'admission aux ordres professionnels, le CIQ est prêt à participer à des rencontres d'information sur le sujet.

Le MRCI a déjà prévu une telle rencontre en janvier 2002 et il est disposé à en organiser d'autres.

Responsable : MRCI Janvier 2002

5. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre se tiendra le mardi 4 décembre 2001 à 13h30 dans les bureaux du CIQ.

TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS

PLAN DE TRAVAIL

(Avril 2003)

Mandat	État des travaux	Responsabilité
1. Organiser des activités d'information sur l'admission aux ordres professionnels (à la suite de l'annonce publique) : Comités de partenaires du MRCI, intervenants de première ligne, conseillers à l'immigration, Centres locaux d'emploi (à Montréal)	<ul style="list-style-type: none"> - Comités de partenaires : 9 rencontres tenues - Intervenants de première ligne : une première rencontre à Montréal tenue ; une à venir à Québec : intervenants de première ligne - Conseillers à l'immigration : 6 rencontres tenues - 2 autres rencontres tenues : Colloque des professeurs de l'UQAH, Gréva 	MRCI, CIQ et CAMO-PI
2. Organiser une activité de formation sur les relations interculturelles destinée au personnel concerné des ordres professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Hiver-printemps 2003 : ressources ciblées et mobilisées ; concept élaboré - Été 2003 : élaboration du contenu de l'activité - Octobre-novembre 2003 : dispensation de l'activité auprès de trois groupes 	<p>CIQ</p> <p>Collaboration du MRCI et du CAMO-PI quant à l'identification des ressources professionnelles qualifiées et des problématiques</p> <p>Contribution du MRCI au financement ou en services</p>
3. Organiser des journées de travail sur les méthodes et outils en matière d'équivalence, destinées au personnel concerné des ordres professionnels Dans le cadre de la préparation des journées de travail, recenser et documenter les méthodes et outils des ordres professionnels en la matière	<ul style="list-style-type: none"> - Hiver 2003 : recension des méthodes et outils - Printemps-été 2003 : analyse des résultats - Mai 2003 : tenue d'une première journée de travail - Automne 2003 : tenue de deux journées de travail 	<p>CIQ</p> <p>Collaboration du MRCI et du CAMO-PI : documentation des approches, identification de certains éléments à documenter</p>
4. Élaborer des principes en matière de traitement des demandes d'équivalence par les ordres professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Automne 2002 : expériences pertinentes documentées - Été-automne 2003 : élaboration d'un canevas - Décembre 2003 : consultation des ordres professionnels - Février 2004 : présentation d'un projet d'énoncé de principes à l'assemblée des membres du CIQ 	<p>CIQ</p> <p>Collaboration du MRCI et CAMO-PI : documentation des expériences pertinentes</p>
5. Mise à jour des statistiques sur le traitement des demandes de délivrance de permis par équivalence (reconnaissance des acquis), notamment à l'égard de la formation acquise à l'étranger Éventuellement, recueillir des statistiques par cohorte.	<ul style="list-style-type: none"> - Hiver 2003 : mise à jour des données sur le nombre de demandes (total/acceptées/refusées) pour l'exercice 2001-2002. - À déterminer : préparation et diffusion d'une grille de collecte des données par cohorte ; cueillette dès la diffusion de la grille 	CIQ

TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION
ET ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS

Mandat

- Préparer un état de situation pour documenter les difficultés rencontrées par les personnes immigrantes et répertorier les pratiques facilitantes déjà adoptées par certains ordres
- Développer, en partenariat, de nouvelles approches et proposer des mesures concrètes pour faciliter le processus de reconnaissance des compétences des personnes immigrantes
- Élaborer un plan d'action pour accélérer la réalisation des mesures proposées

Organismes et ministère participants

- Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)
- Comité sectoriel d'adaptation de la main-d'œuvre pour les personnes immigrantes (Camo p.i.)
- Ministère des relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI)

SPPI/2 novembre 2001

TABLE DE CONCERTATION
SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS

Réunion du 12 décembre 2001
tenue au siège social du Conseil interprofessionnel du Québec

Compte rendu

SONT PRÉSENT(E)S:

	Pour le CAMO-PI :	Mme Pascale Chanoux, agente de liaison
	Pour le CIQ :	M ^e André Gariépy, directeur général
	d'affaires	M. Jean-François Thuot, chargé professionnelles
	Pour le MRCI :	M. Jacques Robert, directeur Service des politiques et programmes d'intégration
	recherche	Mme Lise Tanguay, agente de Service des politiques et programmes d'intégration

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour proposé par le MRCI et amendé par les participants est adopté.

2. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 16 octobre 2001 et affaires en découlant

Les participants considèrent que le compte rendu de la rencontre du 16 octobre 2001 reflète le contenu des discussions.

3. Plan de travail du CIQ sur l'admission des personnes immigrantes aux ordres professionnels

Les participants reçoivent copie du document intitulé : *Responsabilité et crédibilité - Plan de travail sur l'admission des personnes immigrantes aux ordres*

professionnels, adopté par l'assemblée des membres du CIQ le 7 décembre 2001.

Le plan de travail prévoit une série d'actions complémentaires aux mesures déjà entreprises par le MRCI et à celles prises individuellement par les ordres professionnels.

On vise notamment à :

- faire mieux comprendre le mandat et la responsabilité des ordres
- exprimer la sensibilité des ordres aux dimensions sociales et économiques
- démontrer et améliorer l'efficacité et la transparence dans le traitement des demandes de délivrance de permis par équivalence

Les participants constatent la congruence des objectifs et actions visées avec ceux de la Table de concertation. On convient d'en tenir compte dans la détermination du plan de travail de la Table. Les échanges permettent de préciser divers aspects.

– *Point 2.1 : densifier les actions d'information*

Le représentant du MRCI, M. Jacques Robert, indique qu'une première séance d'informations sur l'admission aux ordres professionnels destinée aux groupes communautaires et autres partenaires du MRCI, pourrait se dérouler au mois de février 2002.

Le représentant du CIQ, M^e André Gariépy, confirme sa volonté de participer à cette séance.

– *Point 2.3 : documenter et compléter les outils, pratiques et ressources*

Les participants obtiennent copie de la version révisée de la classification du CIQ des conditions et des modalités de délivrance des permis des ordres professionnels, des normes et des procédures relatives à l'équivalence de diplôme, l'équivalence de formation et l'équivalence des autres conditions et modalités de délivrance de ces mêmes permis.

Les représentants du MRCI et du CAMO-PI feront parvenir au CIQ leurs remarques sur ces pièces.

Afin de compléter la classification, le CIQ prévoit élaborer au cours de l'hiver 2002 un questionnaire visant à recenser les outils, les pratiques et les ressources des ordres professionnels relatives au traitement des demandes de délivrance

de permis par équivalence, notamment à l'égard de la formation acquise à l'étranger.

On convient de la collaboration du CAMO-PI à l'identification de certains éléments à documenter par le biais du questionnaire.

Il est suggéré de documenter entre autres les sujets suivants :

- les pratiques des ordres dans les situations où un candidat a de la difficulté à réunir les preuves documentaires exigées aux fins d'analyse de sa demande de reconnaissance d'une équivalence
- les situations où plusieurs intervenants demandent les mêmes preuves
- la prise en compte par les ordres professionnels de l'Avis d'équivalence d'études délivré par le MRCI
- les passerelles pouvant avoir été établies entre un ordre et des établissements d'enseignement en vue de combler des besoins de formation manquante

Par ailleurs, le CIQ prévoit organiser des journées de travail sur les outils, les pratiques et les ressources en matière de reconnaissance des acquis. Cette activité pourrait se tenir à l'automne 2002.

– *Point 2.4 : organiser une formation sur les relations interculturelles*

Le CIQ prévoit donner cette formation d'une journée à l'automne 2002. Les participants formulent les remarques suivantes :

- l'objectif pourrait être de développer au sein des ordres professionnels une « culture de la médiation » en vue d'une meilleure gestion de leurs rapports avec les personnes immigrantes
- une analyse des besoins de formation s'avérerait pertinente
- préciser le public cible de la formation parmi les membres du personnel des ordres professionnels
- un groupe pourrait comprendre au maximum 15 personnes afin de faciliter l'intégration des connaissances et des habiletés

En ce qui a trait à la durée de la formation, le représentant du MRCI observe qu'une formation de deux jours est préférable pour espérer dépasser le stade de l'éveil à la thématique. Il indique que le Ministère pourrait collaborer au financement de l'activité.

Le MRCI et le CAMO-PI informeront le CIQ sur les ressources professionnelles qualifiées dans le domaine de la formation sur les relations interculturelles. Ils collaboreront à l'identification des problématiques.

Le CIQ s'enquerra auprès des ordres sur la tenue dans le passé d'une formation similaire.

- *Point 2.5 : Élaborer des principes en matière de traitement des demandes d'équivalence*

Bien que les règlements qui régissent l'admission aux ordres professionnels contiennent des dispositions quant à la procédure et au traitement des demandes de délivrance de permis par équivalence, les ordres envisagent une adhésion plus formelle à des principes relativement à cette procédure et le traitement des demandes. On prévoit élaborer ces principes au cours du printemps 2002 en vue de leur présentation aux membres du CIQ pour adoption à l'automne 2002.

Le représentant du MRCI observe que l'élaboration de tels principes exigera sans doute un temps de réflexion et d'échanges beaucoup plus long. Une échéance à l'automne 2003 s'avèrerait plus réaliste.

- *Point 2.6 : Recueillir des statistiques*

Le plan de travail du CIQ prévoit recueillir des statistiques sur le traitement des demandes de délivrance de permis par équivalence.

On signale la pertinence d'une approche par cohorte en vue d'obtenir des données fiables et pertinentes sur le sujet. Une enquête récente de l'Ordre des pharmaciens est mentionnée à titre d'exemple.

4. Projet de recherche du CAMO-PI sur les pratiques de reconnaissance des acquis des ordres professionnels

La représentante du CAMO-PI présente ce projet de recherche qui vise à :

- actualiser le diagnostic en la matière par une meilleure connaissance des pratiques de reconnaissance des acquis des ordres professionnels à l'égard des personnes immigrantes, de même qu'une meilleure connaissance des problématiques d'accès de ces personnes aux professions régies
- contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale d'intervention en vue de faciliter l'accès des personnes immigrantes aux ordres professionnelles

La représentante du CAMO-PI indique le caractère préliminaire du projet. Celui-ci serait révisé en fonction des objectifs et des actions de la Table de concertation.

Lors des échanges, il est apparu à tous les participants que les problématiques ont été suffisamment ciblées au cours des dernières années. On note que le plan de travail du CIQ (voir ci-dessus) couvre en bonne partie les besoins complémentaires de documentation. Compte tenu de ce plan de travail, on convient que la Table de concertation devrait axer ses travaux sur des actions qui entraînent des changements plutôt que sur des diagnostics qui dans l'ensemble sont connus.

5. Document du MRCI sur les difficultés d'intégration au marché du travail des personnes immigrantes et pistes d'intervention

Les participants conviennent de ne pas discuter de ce point de l'ordre du jour, compte tenu du manque de temps.

Le représentant du CIQ s'enquiert de la possibilité d'obtenir du MRCI des données statistiques sur la proportion des demandeurs du statut d'immigrant susceptibles de vouloir exercer au Québec une profession réglementée. À cet égard, des données indicatives sont fournies par le représentant du MRCI, mais celui-ci tentera d'obtenir des données plus précises sur le sujet.

Joint en annexe : plan de travail pour l'année 2002

TABLE DE CONCERTATION
SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS
Plan de travail pour l'année 2002

Mandat	Responsabilité	Échéance
1. Rédiger un état de la situation : <ul style="list-style-type: none"> - difficultés et recommandations identifiées dans le rapport de la première Table de concertation (décembre 97) - pratiques facilitantes mises en œuvre depuis décembre 97 	MRCI	Février 2002
2. Organiser des activités d'information sur l'admission aux ordres professionnels, destinées aux partenaires du MRCI	MRCI Participation du CIQ	Tenue d'une première activité : février 2002
3. Recenser et documenter les outils, pratiques et ressources des ordres professionnels en matière de reconnaissance des acquis	CIQ Collaboration du CAMO-PI : identification de certains éléments à documenter	Hiver 2002 : élaboration du questionnaire Printemps 2002 : cueillette et analyse des données
4. Organiser des séances de travail sur les outils, les pratiques et les ressources en reconnaissance des acquis destinée au personnel concerné des ordres professionnels	CIQ Collaboration du CAMO-PI : documentation des approches	Hiver-printemps 2002 : documentation des approches par le CAMO-PI Automne 2002 : tenue de l'activité
5. Organiser une activité de formation sur les relations interculturelles destinée au personnel concerné des ordres professionnels	CIQ Collaboration du MRCI et du CAMO-PI à l'identification des ressources professionnelles qualifiées et des problématiques Contribution possible du MRCI au financement	Automne 2002 : tenue de l'activité
6. Élaborer des principes en matière de traitement des demandes d'équivalence par les ordres professionnels	CIQ Collaboration du MRCI : documentation des expériences pertinentes	Hiver 2002 : documentation Printemps 2002 : élaboration d'un canevas Automne 2002 : consultation des ordres professionnels Printemps 2003 : présentation aux membres du CIQ d'un projet d'énoncé de principes
7. Recueillir des statistiques sur le traitement des demandes de délivrance de permis par équivalence (reconnaissance des acquis), notamment à l'égard de la formation acquise à l'étranger	CIQ	Printemps 2002 : préparation d'une grille de collecte des données par cohorte

TABLE DE CONCERTATION
SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS

Réunion du 21 février 2002
tenue au siège social du CAMO- Personnes immigrantes

Compte rendu

SONT PRÉSENT(E)S:

- Pour le MRCI : M. Jacques Robert, directeur
Service des politiques et programmes d'intégration
Mme Lise Tanguay, agente de recherche
Service des politiques et programmes d'intégration
- Pour le CIQ : M^e André Gariépy, directeur général
M. Jean-François Thuot, chargé d'affaires professionnelles
- Pour le CAMO-PI : Mme Naïma Yakhlef, directrice générale par interim.
M. Ricardo Acevedo, agent de développement.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour proposé par le MRCI et amendé par les participants est adopté.
Un point sur le rôle des partenaires est ajouté.

2. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 12 décembre 2001 et affaires en découlant

N. Yakhlef indique qu'en ce qui concerne le point 2.1., le CAMO-PI avait proposé dans son plan d'action et avait présenté aux partenaires des activités d'information sur les Ordres. J. Robert explique qu'il avait reçu une demande des Carrefours d'intégration pour de l'information concernant les Ordres. Il est accordé de modifier le plan d'action en conséquence. M. André Gariépy confirme sa volonté de participer aux séances d'information.

Les participants considèrent que le compte-rendu de la rencontre du 16 octobre 2001 ainsi modifié reflète le contenu des discussions.

3. Rôle des partenaires

Les participants échangent sur les rôles des partenaires. Il est clair que les travaux de la Table demandent la collaboration de tous ses membres. Chaque membre a un rôle important à jouer puisqu'il s'agit de « faire de choses que requièrent la collaboration ».

4. Besoins d'information et documentation de la problématique

Pour M. J. Robert il s'agit de documenter le point de vue des immigrants ayant passé le processus d'admission aux ordres. Pour ce faire il propose d'utiliser des groupes de discussion autour de la pertinence du processus, les irritants et les besoins d'aide.

Quant à la question, « d'illustrer aussi les échecs », il apparaît clair pour les membres de la table que la problématique a été suffisamment documentée. Pour M. A. Gariépy, il est temps de passer l'action surtout dans le contexte socio-politique actuel. Il sera ainsi possible d'évaluer les résultats des actions proposées par la Table.

Par ailleurs, et tel que convenu lors de la réunion précédente, les partenaires reçoivent copie d'un document intitulé : *Immigrants admis au Québec de 1996 à 2000 selon les professions régies par des ordres professionnels, par catégorie d'immigration*. Certaines recommandations sont faites pour une meilleure interprétation de données :

- Il s'agit de données tirées de la banque de données de l'immigration
- Les données compilées comprennent seulement le réquerant principal
- Il y a peut-être plus de médecins. La profession étant inadmissible à l'immigration, le réquerant pourrait ne pas avoir déclaré sa profession.
- Les ingénieurs doivent faire une demande préliminaire à l'extérieur.
- La part des ordres professionnels va en croissant à cause du processus de sélection des immigrants qui privilégie les professionnels.

A. Gariépy mentionne que les données du MRCI correspondent *grosso modo* aux données compilées par le CIQ. Il indique qu'il enverra prochainement des statistiques sur les demandes.

Les partenaires reçoivent aussi copie du document – version finale – intitulé : *Conseil interprofessionnel du Québec – Observatoire du monde professionnel en trois parties* ;

- a. *Conditions et modalités de délivrance de permis.*
- b. *Équivalence de diplôme et de formation.*
- c. *Équivalence des autres conditions et modalités de délivrance de permis.*

5. Formation interculturelle

Il a été convenu de limiter à un maximum de 15 personnes les groupes que recevront la formation pour favoriser l'atteinte des objectifs de la formation. La formation sera sur mesure et pourra être préparée et donnée par une ressource externe (idéalement un membre d'un ordre). Mme Lise Tanguay propose de vérifier la possibilité d'utiliser ou de s'inspirer d'une formation élaborée par le MRCI et offerte aux employés d'Emploi-Québec. Une suite sera donnée prochainement à cette proposition. Les membres de la Table en seront informés.

6. Plan d'action

Les partenaires échangent autour du plan de travail de la Table pour l'année 2002. Il a été convenu de :

- Modifier et/ou ajuster les responsabilités des partenaires.
- Modifier l'ordre des activités proposées.
- Modifier l'échéancier
- Préciser la description de certaines activités.

M. André Gariépy verra à modifier le plan de travail en conséquence et envoyer une copie aux partenaires.

Suivi des activités de la Table :

Prochaine rencontre : Jeudi 25 avril 2002 à 13 :30 au MRCI.

Activité Échéance	Responsable	Collaboration
* Plan de travail modifié CIQ		Reçu le 25-02-2002

* Élaboration Scénario CAMO-PI CIQ, MRCI Avril 2002
activités d'information
sur l'admission aux ordres

* État de la situation MRCI CIQ, MRCI Avril
2002

TABLE DE CONCERTATION
SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS

Rencontre du 20 juin 2002

tenue au MRCI, 360 McGill, Montréal

Compte rendu

Personnes présentes:

Pour le CIQ :	M ^e André Gariépy, directeur général M. Jean-François Thuot, chargé d'affaires professionnelles
Pour le CAMO-PI:	M ^{me} Naïma Yakhlef, directrice générale par intérim M. Ricardo Acevedo, agent de développement
Pour le MRCI :	M. Jacques Robert, directeur Direction des politiques et programmes d'intégration M ^{me} Lise Tanguay, conseillère – accès aux professions régies Direction des politiques et programmes d'intégration
Observateur :	M. Martin Massy Bureau du ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration

SUJETS DISCUTÉS/ACTIONS

- Échanges à la suite de l'annonce publique des actions du MRCI et du plan de travail du CIQ
- Mise à jour et suivi du plan de travail de la Table de concertation
- Finalisation du scénario de rencontres d'information des intervenants et partenaires sur l'admission aux ordres
- Échanges sur le projet de questionnaire pour recenser et documenter les outils, pratiques et ressources des ordres
- Participation éventuelle d'Emploi-Québec aux travaux de la Table de concertation

1. **Adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour proposé par le MRCI est adopté.

2. **Adoption du compte-rendu de la rencontre du 21 février 2002 et suivi**

Les participants considèrent que le compte-rendu de la rencontre du 21 février 2002 reflète le contenu des discussions.

3. **Échanges à la suite de l'annonce publique des actions du MRCI et du plan de travail du CIQ**

Selon les participants, la conférence s'est bien déroulée, le message a été adéquatement livré par le ministre délégué, M. André Boulerice, et le président du CIQ, M^e Jean Paul Dutrisac. Les ordres invités à la rencontre préliminaire ont assuré une bonne présence. L'événement aura certainement un impact à long terme. D'ailleurs, les organismes communautaires semblent satisfaits des actions entreprises et encouragent le MRCI et les ordres à continuer dans la même lancée.

Certains membres de la Table sont toutefois déçus de la faible couverture des médias.

4. **Mise à jour et suivi du plan de travail de la Table de concertation**

Les participants s'entendent sur les points suivants :

- Il n'est plus approprié de rédiger *un état de situation sur les difficultés et recommandations du rapport de la première table de concertation (décembre 1997) et sur les pratiques facilitantes mises en œuvre depuis*. En effet, les difficultés sont bien documentées et les actions du MRCI pour faciliter l'accès aux professions régies par les ordres professionnels ainsi que le plan d'action des ordres professionnels (CIQ) sont rendus publics.

L'annonce publique conjointe démontre d'ailleurs une volonté de passer à l'action. Le CIQ, le CAMO PI et le MRCI conviennent donc de supprimer le point 1 du plan de travail.

- *Les activités d'information sur l'admission aux ordres professionnels* s'adresseront aux membres des Comités de partenaires et aux intervenants de première ligne auprès des personnes immigrantes, à Montréal et en régions.

Des rencontres avec des Comités de partenaires ont déjà été tenues aux Carrefours d'intégration de l'Ouest, du Nord (2), de Laval, de la Capitale-nationale à la suite de l'annonce publique, les autres étant prévues pour l'automne. Une première rencontre des intervenants de première ligne devrait normalement se tenir en septembre 2002 à Montréal.

- Afin d'organiser *l'activité de formation sur les relations interculturelles destinée au personnel concerné des ordres professionnels*, les ressources seront ciblées et mobilisées au cours de l'été 2002.

Le MRCI verra à identifier une ressource du ministère qui conseillera le CIQ dans l'évaluation du besoin et le développement d'un contenu spécifique aux ordres.

- Les autres éléments du plan de travail demeurent inchangés.

Le CIQ modifiera le plan de travail en conséquence et fera parvenir copie aux membres de la Table.

5. Finalisation du scénario de rencontres d'information des intervenants et partenaires sur l'admission aux ordres

Le représentant du CAMO-PI présente un plan de travail en vue d'organiser les rencontres d'information auprès des intervenants de première ligne relatives à l'admission aux ordres professionnels. Le CIQ et le MRCI suggèrent que les informations portent sur le système professionnel québécois, sur la délivrance des permis par les ordres professionnels (équivalence, etc.) ainsi sur les actions du MRCI pour faciliter l'accès aux professions régies par les ordres et le plan de travail des ordres professionnels (CIQ).

Le CAMO PI préparera un projet de calendrier à cet effet. La plupart des rencontres devraient se tenir au cours de l'automne.

6. Échanges sur le projet de questionnaire pour recenser et documenter les outils, pratiques et ressources des ordres

Le CIQ transmettra en juillet 2002 pour commentaires, au MRCI et au CAMO PI, le projet de questionnaire.

Le questionnaire sera ensuite acheminé aux ordres professionnels en août 2002 ce qui devrait permettre de recueillir et d'analyser les données en septembre 2002.

7. La participation éventuelle d'Emploi-Québec aux travaux de la Table de concertation

Lors d'une rencontre Emploi-Québec/MRCI, Emploi-Québec a assuré le MRCI de sa collaboration pour le financement de mesures de formation d'appoint pour les candidats qui comptent exercer une profession régie par un ordre professionnel,

lorsque la profession présente des perspectives favorables pour les prochaines années. Le MRCI s'est alors enquis de la possibilité qu'Emploi-Québec participe aux travaux de la Table.

Puisque les travaux actuels de la Table portent essentiellement sur les outils, pratiques et ressources des ordres, il est suggéré que le MRCI rencontre Emploi-Québec afin de permettre à ce dernier de définir la nature de la contribution qu'il pourrait apporter aux travaux en cours.

8. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre se tiendra le mercredi 25 septembre 2002 à 13h30 au CIQ.

Préparé par Lise Tanguay
MRCI/DPPInt/02-07-16

**TABLE DE CONCERTATION
SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS**

**Réunion du 13 février 2003
tenue au siège social du Conseil interprofessionnel du Québec**

Compte rendu

SONT PRÉSENT(E)S :

- Pour le MRCI : M. Jacques Robert, directeur
Service des politiques et programmes d'intégration
Mme Lise Tanguay, conseillère, accès aux professions régies
Service des politiques et programmes d'intégration
Mme Mélanie Houle, attachée politique, cabinet du Ministre délégué à
l'Immigration (observatrice)
- Pour le CIQ : M^e André Gariépy, directeur général
M. Jean-François Thuot, chargé d'affaires professionnelles
- Pour le CAMO-PI : M. François Hains, directeur général.
M. Ricardo Acevedo, agent de développement.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour proposé par le MRCI et amendé par les participants est adopté.

Deux points sont ajoutés à l'ordre du jour : *Échéancier du Plan de travail et Composition de la Table de concertation.*

2. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 20 juin 2002

Les participants considèrent que le compte-rendu de la rencontre du 20 juin 2002 reflète le contenu des discussions.

3. État d'avancement du sondage sur les méthodes et outils des ordres professionnels en matière d'équivalence

Le CIQ a préparé une nouvelle version du questionnaire de sondage plus ciblée au regard de son utilité dans le cadre du Plan de travail sur l'admission des personnes immigrantes aux ordres professionnels. En effet, les données obtenues serviront à préparer et à orienter les journées de travail sur les méthodes et outils en reconnaissance des acquis, activités destinées aux responsables de l'admission au sein des ordres.

La nouvelle version du questionnaire sera expédiée aux ordres à la fin du mois de février. Celle-ci précise les modalités de diffusion des résultats, conformément au processus informationnel du Conseil.

La révision du questionnaire entraîne un retard par rapport à l'échéancier du Plan de travail. Cependant, l'objectif d'entreprendre dès ce printemps le cycle des journées de travail pourra être respecté.

4. Formation sur les relations interculturelles

Le point est fait sur l'élaboration d'une formation sur les relations interculturelles destinées aux responsables de l'admission ainsi qu'aux diverses personnes impliquées dans le traitement des dossiers de demandes de reconnaissance d'une équivalence.

Les participants reçoivent copie d'un document du CIQ qui présente les objectifs, la problématique et le contenu de cette formation. Le CIQ prévoit dispenser la formation à compter d'octobre 2003 auprès de trois groupes successifs d'une quinzaine de personnes.

Une démarche auprès d'une firme spécialisée dans le domaine de la formation sur les relations interculturelles a été réalisée.

M^e Gariépy indique que la durée de la formation (deux jours) pourrait imposer une contrainte de gestion pour les ordres professionnels. Le montant des frais d'inscription devra donc rester à un niveau raisonnable si l'on veut s'assurer de la participation voulue.

Étant donné les coûts anticipés pour concevoir et dispenser la formation, M^e Gariépy s'enquiert de la possibilité d'une aide financière du MRCI pour supporter principalement les coûts associés à la conception. Toutefois, les frais d'inscription permettront de compléter le financement de la formation. M. Jacques Robert du MRCI confirme la possibilité d'obtenir un financement de la part de son ministère.

5. Journées de travail sur les méthodes et outils en matière d'équivalence

Les participants discutent de l'approche à privilégier et du contenu des journées de travail.

Celles-ci viseront la présentation élaborée des meilleures pratiques identifiées dans le cadre du sondage sur les méthodes et outils des ordres professionnels en matière d'équivalence.

L'objectif est d'instrumenter les participants sous l'angle des façons de faire, de l'intégration des meilleures pratiques et de l'implication des ressources. Dans cette perspective, il est convenu d'inclure la présentation d'outils complémentaires élaborés par d'autres organismes, par exemple le MRCI pour ce qui est de l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

6. Échéancier

L'échéancier du plan de travail de la Table sera mis à jour afin de tenir compte de l'état réel des travaux et des précisions apportées quant à l'approche de certaines activités.

Ce nouvel échéancier sera présenté lors de la prochaine réunion. Mme Lise Tanguay verra à modifier le plan de travail en conséquence et envoyer une copie aux partenaires.

7. Composition de la Table de concertation

M. Jacques Robert du MRCI indique qu'Emploi Québec a fait valoir son intérêt à déléguer une personne pour participer aux travaux de la Table. Cette personne serait issue de la Direction des mesures, d'aide à l'emploi d'Emploi-Québec.

L'apport potentiel d'un représentant d'Emploi Québec à la Table est signalé, par exemple en ce qui concerne la problématique de la formation manquante.

8. Prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu vendredi le 2 mai 2003, à 9 heures.

Question 10

Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2003-2004 :

- a) le nombre de demandes d'immigration par pays d'origine
- b) le nombre de certificats d'autorisation émis par pays
- c) la catégorie d'immigration
- d) la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec
- e) le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut
- f) total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande d'immigration et une demande de résidence permanente.

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence						
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années*						
SIQ Bruxelles	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	63	212	187	225	308	420
Algérie	4	4	3	2	3	4
Maroc	2	8	4	0	2	3
Bolivie	0	0	0	0	1	1
Bénin	1	0	0	0	1	1
Cameroun	4	0	3	0	1	1
France	1	0	1	2	1	1
Fédération de Russie	0	0	0	1	1	1
Grèce	0	0	0	0	1	1
Guinée	0	1	0	0	1	1
Guyana	0	0	0	0	1	1
Hong Kong	0	0	0	0	1	1
Iran	1	1	0	1	1	1
Kazakhstan	0	0	0	0	1	1
Mexique	0	0	0	0	1	1
Autres	8	11	6	3	2	3
Total	84	237	204	234	327	446
Données manquantes	20	0	0	2	3	4
Total global	104	237	204	236	330	450
SIQ Damas	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Liban	89	438	773	1036	1042	1087
Iran	49	155	188	242	230	240
Égypte	28	71	144	109	198	207
République arabe syrienne	23	65	135	210	174	182
Pakistan	57	105	89	101	159	166
Inde	9	97	69	38	122	127
Émirats arabes unis	15	68	92	68	114	119
Afghanistan	2	6	142	75	109	114
Arabie saoudite	8	58	87	67	92	96
Turquie	7	11	29	41	69	72
Jordanie	28	45	52	50	59	62
Koweït	9	35	35	10	29	30
Iraq	2	5	43	33	22	23
Qatar	2	16	14	4	12	13
Algérie	0	3	2	3	11	11
Autres	13	48	52	47	47	49
Total	341	1226	1946	2134	2489	2597
Données manquantes	1	0	7	0	3	3
Total global	342	1226	1953	2134	2492	2600
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE)						

	Nom du fichier : RP Q10 IMM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence						
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années*						
SIQ Hong Kong	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Chine	406	2692	3333	2484	2749	5015
République de Corée	176	520	286	286	241	440
Taiwan	52	327	394	102	74	135
Hong Kong	20	96	96	66	50	91
Bangladesh	11	15	30	26	41	75
Philippines	9	20	20	22	24	44
Japon	2	13	21	20	19	35
Singapour	4	8	4	7	12	22
Australie	0	2	5	5	10	18
Chili	0	0	0	2	9	16
Indonésie	7	22	5	4	9	16
Viet Nam	1	2	8	12	9	16
Thaïlande	0	0	10	8	7	13
Cambodge	3	6	3	2	4	7
Nouvelle-Calédonie	0	1	0	1	4	7
Autres	7	32	30	30	24	44
Total	698	3756	4245	3077	3286	5995
Données manquantes	453	136	329	1	3	5
Total global	1151	3892	4574	3078	3289	6000
SIQ Mexico	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Argentine	4	22	55	81	788	1039
Colombie	8	144	439	367	638	841
Haïti	77	199	506	798	344	454
Mexique	70	394	213	248	299	394
Pérou	7	39	73	115	240	317
Venezuela	17	58	67	72	106	140
Chili	11	46	41	54	50	66
Brésil	5	42	37	36	43	57
Équateur	1	5	15	16	24	32
Uruguay	0	10	5	12	13	17
Maroc	11	14	24	21	11	15
Chine	19	40	35	27	10	13
Cuba	6	13	20	7	9	12
Guatemala	3	11	8	14	7	9
France	0	11	19	14	5	7
Autres	57	189	181	139	47	62
Total	296	1237	1738	2021	2634	3474
Données manquantes	280	98	55	39	20	26
Total global	576	1335	1793	2060	2654	3500
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE)						

	Nom du fichier : RP Q10 IMM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 2 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence						
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années*						
SIQ New-York	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
États-Unis d'Amérique	69	321	477	629	776	1031
France	27	221	452	528	551	732
Maroc	15	91	232	267	296	393
Tunisie	8	60	152	204	226	300
Chine	30	23	31	66	98	130
Royaume-Uni	11	28	65	72	95	126
Liban	1	9	25	27	55	73
Cameroun	2	13	28	36	52	69
Inde	2	11	20	25	51	68
Côte d'Ivoire	3	13	44	43	47	62
Algérie	3	13	26	34	40	53
Mexique	2	13	13	29	40	53
Haïti	2	10	34	31	37	49
Allemagne	1	18	31	27	35	47
Bénin	0	4	11	17	31	41
Autres	88	312	595	697	802	1066
Total	264	1160	2236	2732	3232	4296
Données manquantes	0	3	10	5	3	4
Total global	264	1163	2246	2737	3235	4300
SIQ Paris	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	535	2591	2356	2575	3804	4690
Israël	39	138	192	310	426	525
Suisse	44	98	113	127	230	284
Côte d'Ivoire	6	22	30	74	142	175
République-Unie de Tanzanie	5	48	99	24	107	132
Maurice	16	23	27	37	95	117
Sénégal	11	20	28	51	85	105
Royaume-Uni	7	41	52	77	73	90
Kenya	17	35	46	60	69	85
Cameroun	6	7	28	24	67	83
Italie	14	27	43	64	63	78
Espagne	6	10	18	32	48	59
Gabon	2	8	9	8	41	51
Togo	1	21	10	19	32	39
Ouganda	5	10	19	13	27	33
Autres	259	288	329	320	402	496
Total	973	3387	3399	3815	5711	7041
Données manquantes	33	34	24	117	7	9
Total global	1006	3421	3423	3932	5718	7050
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE)						

	Nom du fichier : RP Q10 IMM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 3 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence						
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années*						
SIQ Maghreb	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Maroc	486	1854	2167	5046	8126	8005
Algérie	607	1619	2309	3683	4906	4833
Tunisie	106	357	607	756	572	563
France	5	10	8	4	28	28
États-Unis d'Amérique	0	0	0	1	12	12
Canada	2	0	7	9	10	10
Jamahiriya arabe libyenne	0	3	4	1	8	8
Roumanie	0	0	0	0	4	4
Suisse	1	1	0	1	3	3
Alderney	0	0	0	2	2	2
Pays-Bas	0	0	0	0	2	2
Pologne	0	0	0	0	2	2
Allemagne	0	0	0	0	1	1
Belgique	0	0	0	0	1	1
Bulgarie	0	0	0	0	1	1
Autres	1	2	7	10	6	6
Total	1208	3846	5109	9513	13684	13480
Données manquantes	15	12	18	19	20	20
Total global	1223	3858	5127	9532	13704	13500
SIQ Vienne	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumanie	519	984	1451	1472	1788	2236
Bulgarie	140	187	295	408	560	700
Fédération de Russie	157	272	146	100	163	204
Ukraine	53	122	116	87	155	194
Moldavie	12	61	112	70	151	189
Allemagne	19	64	79	66	135	169
Kazakhstan	23	46	44	40	51	64
Albanie	47	41	47	32	38	48
Bélarus	7	22	17	19	25	31
Pologne	12	8	12	12	20	25
Autriche	5	9	12	9	14	18
Ouzbékistan	5	11	11	10	13	16
Arménie	2	8	3	6	11	14
Kirghizistan	1	4	6	10	8	10
République tchèque	5	5	10	7	8	10
Autres	268	298	315	53	45	56
Total	1275	2142	2676	2401	3185	3984
Données manquantes	181	21	21	30	13	16
Total global	1456	2163	2697	2431	3198	4000
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE)						

	Nom du fichier : RP Q10 IMM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 4 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004

Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence

b) Nombre de certificats de sélection (CSQ) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays)- au cours des cinq dernières années*

SIQ Bruxelles	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	175	317	329	354	388	416
Algérie	6	2	3	1	5	5
Iran	0	2	0	0	5	5
France	6	4	2	1	3	3
Mexique	0	0	0	0	3	3
Italie	3	0	0	0	2	2
Bénin	0	0	0	0	1	1
Cameroun	3	2	1	0	1	1
Grèce	0	0	0	0	1	1
Guyana	0	0	0	0	1	1
Kazakhstan	2	0	0	0	1	1
Pays-Bas	1	0	0	1	1	1
Fédération de Russie	0	0	0	1	1	1
Togo	0	0	0	0	1	1
Albanie	0	0	0	4	0	0
Autres	126	36	11	13	0	0
Total	322	363	346	375	414	444
Informations manquantes	84	2	0	3	6	6
Total des CSQ	406	365	346	378	420	450

SIQ Damas	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Afghanistan	0	12	444	182	419	433
Liban	376	398	531	841	419	433
Iran	169	142	255	177	161	166
Égypte	111	82	86	87	146	151
Turquie	21	13	5	23	127	131
Arabie saoudite	43	27	96	75	120	124
Pakistan	0	3	47	25	108	112
République arabe syrienne	124	104	145	181	85	88
Émirats arabes unis	27	31	105	61	69	71
Jordanie	53	89	108	61	56	58
Inde	1	1	117	115	47	49
Koweït	1	19	90	39	33	34
Iraq	41	114	134	56	23	24
Algérie	12	19	8	3	15	16
Ouzbékistan	0	0	0	0	6	6
Autres	58	41	67	86	40	41
Total	1037	1095	2238	2012	1874	1938
Informations manquantes	63	79	317	820	1279	1322
Total des CSQ	1100	1174	2555	2832	3153	3260

* Les données sont compilées en fonction des années civiles

** Données préliminaires

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13 juin 2003

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004

Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence

b) Nombre de certificats de sélection (CSQ) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays)- au cours des cinq dernières années*

SIQ Hong Kong	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Chine	1528	1100	3807	3577	3581	5084
République de Corée	953	755	873	625	715	1015
Taiwan	595	226	625	395	385	547
Hong Kong	51	10	44	75	123	175
Bangladesh	71	30	19	34	74	105
Malaisie	0	0	5	5	21	30
Japon	20	31	28	36	12	17
Singapour	6	9	18	1	12	17
Thaïlande	4	6	10	2	12	17
Iraq	0	0	0	0	10	14
Viet Nam	41	16	7	5	10	14
États-Unis d'Amérique	7	1	10	0	7	10
Indonésie	0	13	68	13	7	10
Philippines	65	10	4	36	7	10
Hong Kong (ZAS)	294	103	141	45	6	9
Autres	431	503	283	103	37	53
Total	4066	2813	5942	4952	5019	7125
Informations manquantes	147	110	27	2	0	0
Total des CSQ	4213	2923	5969	4954	5019	7125

SIQ Mexico	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Colombie	61	218	861	980	1484	2021
Argentine	27	48	66	171	1196	1629
Haïti	389	261	651	993	746	1016
Mexique	121	181	266	363	398	542
Pérou	34	15	109	211	299	407
Venezuela	41	71	176	136	158	215
Brésil	28	59	43	89	86	117
Équateur	9	14	24	38	29	39
Uruguay	1	18	2	25	21	29
Taiwan	6	4	0	0	18	25
Chine	27	66	136	98	17	23
El Salvador	27	26	38	20	17	23
États-Unis d'Amérique	10	15	21	10	16	22
Chili	86	133	85	143	15	20
Guatemala	15	17	20	42	15	20
Autres	606	547	495	339	126	172
Total	1488	1693	2993	3658	4641	6320
Informations manquantes	106	17	11	4	15	20
Total des CSQ	1594	1710	3004	3662	4656	6340

* Les données sont compilées en fonction des années civiles

** Données préliminaires

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13 juin 2003

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 2 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004

Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence

b) Nombre de certificats de sélection (CSQ) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays)- au cours des cinq dernières années*

SIQ New-York	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
États-Unis d'Amérique	123	176	257	458	772	832
France	178	311	564	785	671	723
Maroc	85	132	223	300	287	309
Tunisie	33	48	131	207	216	233
Royaume-Uni	68	50	60	92	147	158
Chine	96	156	86	91	116	125
Inde	13	46	53	48	81	87
Mexique	6	10	21	31	57	61
Fédération de Russie	17	18	71	62	56	60
Cameroun	13	12	50	42	53	57
Haïti	9	18	44	61	51	55
Venezuela	11	13	28	45	49	53
Liban	19	13	47	36	47	51
Côte d'Ivoire	12	27	40	50	45	49
Israël	13	11	23	32	40	43
Autres	448	552	850	1019	1019	1099
Total	1144	1593	2548	3359	3707	3997
Informations manquantes	0	0	0	1	3	3
Total des CSQ	1144	1593	2548	3360	3710	4000

SIQ Paris	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	3585	3625	4216	3159	4434	6261
Suisse	127	158	178	142	250	353
Israël	167	150	151	288	245	346
Maurice	18	37	20	42	99	140
Royaume-Uni	28	56	55	72	97	137
Canada	14	44	17	16	94	133
Côte d'Ivoire	35	24	29	37	92	130
Sénégal	34	42	12	68	63	89
Rép. démocratique du Congo	47	79	300	186	54	76
Italie	26	38	45	47	49	69
Algérie	272	78	32	41	45	64
Espagne	6	14	16	36	43	61
Cameroun	19	19	9	9	39	55
Bénin	8	6	29	27	32	45
Maroc	113	44	48	24	32	45
Autres	716	749	670	590	455	642
Total	5215	5163	5827	4784	6123	8646
Informations manquantes	625	16	8	57	3	4
Total des CSQ	5840	5179	5835	4841	6126	8650

* Les données sont compilées en fonction des années civiles
** Données préliminaires

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13 juin 2003

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 3 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée tel que demandé, cependant l'information est disponible selon le pays de dernière résidence						
b) Nombre de certificats de sélection (CSQ) par service d'immigration du Québec (SIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays)- au cours des cinq dernières années*						
SIQ Maghreb	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Algérie	1219	1183	1857	3107	2793	1998
Maroc	1184	1165	2418	3507	2179	1559
Tunisie	189	120	433	562	328	235
Burundi	0	0	0	0	156	112
Rép. démocratique du Congo	0	0	0	0	132	94
Côte d'Ivoire	0	0	1	0	59	42
Togo	0	0	0	0	50	36
Gabon	0	0	0	0	35	25
République-Unie de Tanzanie	0	0	0	0	33	24
Cameroun	0	0	5	0	32	23
France	69	91	65	51	30	21
Maurice	0	0	0	0	21	15
Bénin	0	0	0	0	19	14
Sénégal	0	0	0	0	17	12
Congo	0	0	0	0	15	11
Autres	14	34	43	50	106	76
Total	2675	2593	4822	7277	6005	4296
Informations manquantes	102	10	4	5	6	4
Total des CSQ	2777	2603	4826	7282	6011	4300
SIQ Vienne	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumanie	857	1077	1575	2807	4185	4279
Bulgarie	197	203	334	638	781	798
Moldavie	26	49	132	288	283	289
Fédération de Russie	198	231	368	283	228	233
Ukraine	123	102	172	163	97	99
Allemagne	2	29	38	34	56	57
Kazakhstan	26	27	61	88	48	49
Bélarus	10	27	46	14	37	38
Afghanistan	14	7	21	3	34	35
Pologne	6	5	13	13	30	31
Albanie	33	52	47	116	27	28
Kirghizistan	0	0	3	14	27	28
Arménie	4	4	6	2	17	17
Yougoslavie	57	82	83	34	17	17
Bosnie-Herzégovine	1214	394	262	91	14	14
Autres	607	446	227	160	136	139
Total	3374	2735	3388	4748	6017	6152
Informations manquantes	301	110	0	3	13	13
Total des CSQ	3675	2845	3388	4751	6030	6165
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 4 sur 4

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
c) Nombre de certificats de sélection (CSQ) délivrés par les services d'immigration du Québec (SIQ), selon la catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années*						
SIQ Bruxelles						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	44	3	0	0	0	0
Réfugiés	15	1	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	309	324	330	357	417	516
Gens d'affaires	38	37	16	21	3	4
Total	406	365	346	378	420	520
SIQ Damas						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
	0	0	0	4	0	0
Regroupement familial	55	7	0	0	3	3
Réfugiés	176	254	875	476	618	639
Travailleurs indépendants	603	586	824	1441	1338	1383
Gens d'affaires	266	327	856	911	1194	1235
Total	1100	1174	2555	2832	3153	3260
SIQ Hong Kong						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
	1	4	1	0	0	0
Regroupement familial	340	94	5	0	0	0
Réfugiés	190	378	137	6	21	30
Travailleurs indépendants	504	330	627	943	634	900
Gens d'affaires	3178	2117	5199	4005	4364	6195
Total	4213	2923	5969	4954	5019	7125
SIQ Mexico						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	331	76	17	3	0	0
Réfugiés	81	151	703	778	963	1311
Travailleurs indépendants	1020	1328	2047	2740	3448	4695
Gens d'affaires	162	155	237	141	245	334
Total	1594	1710	3004	3662	4656	6340
SIQ New-York						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	27	2	0	0	0	0
Réfugiés	2	0	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	896	1341	2386	3299	3632	3916
Gens d'affaires	219	250	162	61	78	84
Total	1144	1593	2548	3360	3710	4000
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Notons que le traitement des dossiers en regroupement familial a été progressivement transféré des SIQ vers un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000						
*** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 2

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
c) Nombre de certificats de sélection (CSQ) délivrés par les services d'immigration du Québec (SIQ), selon la catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années*						
SIQ Paris						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	125	28	2	0	0	0
Réfugiés	283	399	704	520	113	160
Travailleurs indépendants	4833	4333	4738	4024	5735	8098
Gens d'affaires	599	419	391	297	278	393
Total	5840	5179	5835	4841	6126	8650
SIQ Maghreb						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	24	4	0	0	2	1
Réfugiés	6	0	4	5	407	291
Travailleurs indépendants	2529	2517	4570	7072	5471	3914
Gens d'affaires	218	82	252	205	131	94
Total	2777	2603	4826	7282	6011	4300
SIQ Vienne						
Catégorie d'immigration	1998	1999	2000**	2001	2002***	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial	33	7	0	0	0	0
Réfugiés	1911	846	531	136	168	172
Travailleurs indépendants	1710	1947	2739	4559	5821	5951
Gens d'affaires	21	45	118	56	41	42
Total	3675	2845	3388	4751	6030	6165
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Notons que le traitement des dossiers de regroupement familial a été progressivement transféré des SIQ à un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000						
*** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :13_06_2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
	Page 2 sur 2

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
d) Nombre d'admissions par SIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années**						
Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles						
SIQ Bruxelles						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Français	279	132	218	181	140	167
Arabe	46	39	24	26	16	19
Chinois	22	20	10	8	12	14
Vietnamien	3	3	11	0	10	12
Lingala	6	0	0	0	9	11
Russe	219	51	3	7	7	8
Hollandais	10	2	6	6	5	6
Albanais	4	0	0	3	4	5
Espagnol	5	1	0	3	4	5
Kirundi	11	1	0	4	4	5
Autres	285	116	50	12	20	24
Total	890	365	322	250	231	275
SIQ Damas						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Arabe	631	663	707	1215	940	1120
Dari	2	0	145	241	361	430
Farsi	76	101	107	154	125	149
Persan	26	34	98	154	72	86
Ourdou	0	0	4	23	19	23
Punjabi	0	0	1	0	17	20
Anglais	27	4	8	25	14	17
Turc	13	25	13	0	14	17
Russe	0	2	2	6	10	12
Hindi	0	0	0	0	9	11
Autres	64	93	60	68	55	66
Total	839	922	1145	1886	1636	1949
SIQ Hong Kong						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Mandarin	1124	1233	1740	2512	1431	1704
Coreen	655	859	547	499	403	480
Chinois (cantonais)	1034	433	427	252	142	169
Bengali	273	84	21	16	21	25
Arabe	0	42	6	21	19	23
Chinois	88	48	41	40	18	21
Dari	109	178	84	69	10	12
Français	1	6	8	8	10	12
Tagalog	124	35	9	0	8	10
Ourdou	93	22	11	45	7	8
Autres	635	290	185	155	35	42
Total	4136	3230	3079	3617	2104	2506
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :11 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 3

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
d) Nombre d'admissions par SIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années**						
Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles						
SIQ Maghreb						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Arabe	1508	1573	2342	4050	4414	5258
Berberes	113	107	247	454	575	685
Lang. Afric.	29	23	48	72	198	236
Français	81	66	61	112	116	138
Somalie	0	0	0	0	82	98
Kirundi	0	0	0	0	27	32
Russe	8	4	6	23	22	26
Peul	0	0	0	0	16	19
Tsiluba	0	0	0	0	15	18
Roumain	0	0	1	0	12	14
Autres	15	19	19	25	29	35
Total	1754	1792	2724	4736	5506	6559
SIQ Mexico						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Espagnol	549	507	818	1312	1681	2003
Créole	555	313	385	669	588	700
Français	30	48	53	94	49	58
Mandarin	10	16	16	40	47	56
Russe	335	183	141	103	45	54
Arabe	14	25	43	66	40	48
Chinois	9	20	23	48	36	43
Anglais	66	33	8	17	28	33
Chinois (cantonais)	6	0	17	9	16	19
Portugais	50	28	26	46	12	14
Autres	47	68	30	54	25	30
Total	1671	1241	1560	2458	2567	3058
SIQ New-York						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Français	288	351	427	631	913	1088
Arabe	96	137	194	471	399	475
Anglais	193	137	119	166	209	249
Espagnol	34	49	50	74	129	154
Russe	31	20	32	66	84	100
Chinois	66	69	48	56	82	98
Roumain	22	22	28	41	52	62
Coreen	14	42	49	12	44	52
Creole	22	22	25	33	42	50
Allemand	11	22	34	26	35	42
Autres	337	305	280	367	431	513
Total	1114	1176	1286	1943	2420	2883
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :11 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 2 sur 3

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
d) Nombre d'admissions par SIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années**						
Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles						
SIQ Paris						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Français	2387	2400	2716	2633	2216	2640
Arabe	325	457	505	421	342	407
Russe	69	117	154	172	160	191
Chinois	40	28	34	67	65	77
Roumain	21	24	17	27	45	54
Kirundi	16	103	204	154	38	45
Berberes	25	23	53	40	37	44
Somalie	14	23	117	151	32	38
Anglais	33	46	21	37	23	27
Portugais	21	10	10	7	22	26
Autres	471	417	515	492	304	362
Total	3422	3648	4346	4201	3284	3912
SIQ Vienne						
Langue maternelle	Année d'admission					
	1998	1999	2000	2001	2002**	Prévisions 2003
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumain	494	720	929	1341	2371	2824
Bulgare	123	134	161	217	548	653
Russe	438	198	205	251	500	596
Lang. D'europe	0	7	4	80	92	110
Albanais	27	28	45	23	52	62
Ukrainien	19	23	25	44	52	62
Français	14	55	30	35	48	57
Serbo-croate	904	843	262	199	42	50
Hongrois	8	7	12	25	35	42
Arabe	32	22	7	21	34	41
Autres	745	418	233	106	137	163
Total	2804	2455	1913	2342	3911	4659
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente date :11 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 3 sur 3

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'Immigration du Québec ne peut être traitée du fait que les territoires changent fréquemment et que les données historiques ne sont pas comparables						
e) Nombre d'admissions par services d'immigration du Québec (SIQ), et selon le statut - au cours des cinq dernières années*						
Services d'immigration du Québec à l'étranger (SIQ)		Année d'admission				
		1998	1999	2000	2001	2002** Prévisions 2003
Bruxelles	Statut					
	requérant principal	451	177	174	152	158
	personnes à charge	439	188	148	98	117
	total	890	365	322	250	275
Damas	Statut					
	requérant principal	419	460	506	765	865
	personnes à charge	420	462	639	1121	1084
	total	839	922	1145	1886	1949
Hong Kong	Statut					
	requérant principal	1643	1097	1018	1184	905
	personnes à charge	2493	2133	2061	2433	1601
	total	4136	3230	3079	3617	2506
Maghreb	Statut					
	requérant principal	826	827	1459	2562	3643
	personnes à charge	928	965	1265	2174	2916
	total	1754	1792	2724	4736	6559
Mexico	Statut					
	requérant principal	890	589	741	1101	1358
	personnes à charge	781	652	819	1357	1700
	total	1671	1241	1560	2458	3058
New-York	Statut					
	requérant principal	666	683	822	1351	2099
	personnes à charge	448	493	464	592	784
	total	1114	1176	1286	1943	2883
Paris	Statut					
	requérant principal	2085	2182	2499	2421	2386
	personnes à charge	1337	1466	1847	1780	1526
	total	3422	3648	4346	4201	3912
Vienne	Statut					
	requérant principal	1114	949	794	953	1874
	personnes à charge	1690	1506	1119	1389	2785
	total	2804	2455	1913	2342	4659
Total		16630	14829	16375	21433	25800
* Les données sont compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente le 13 juin 2003						

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 1

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004						
Note : La question concernant les pays desservis par les services d'immigration du Québec ne peut être traitée puisque les données ne sont pas disponibles						
f) Total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande d'immigration et une demande de résidence permanente (demande de certificat de sélection) pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2003-2004						
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	Prévisions 2003
Sommes obtenues par le biais des frais chargés pour les demandes de certificats de sélection (en millions de dollars)	4,3	10,7	5,9	15,2	15,2	17,7

* On conviendra qu'il s'agit de sommes obtenues pour les droits perçus pour des demandes de certificat de sélection traitées au Québec et à l'étranger. La répartition par Services d'immigration du Québec (SIQ) n'est pas possible puisque des systèmes de comptabilité différents ont été appliqués pour les périodes visées.

	Nom du fichier : RP Q10 IM
	Dernière mise à jour : 2003-06-16
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 1

Question 11

Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 2002-2003

FICHE SYNTHÈSE

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDICER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2002-2003

SIQ	CHEFS DE POSTE ET CONSEILLERS	AGENTS DE SECRÉTARIAT ET DE SOUTIEN	TOTAL
Bruxelles	-	1	1
Buenos Aires	1	4,3	5,3
Damas	1	5	6
Hong Kong	3	28	31
Mexico	1	6	7
New York	1	5	6
Paris	6	20,9	26,9
Vienne	2	9	11
TOTAL	15	79,2	94,2

	Nom du fichier : RP Q11-DCR
	Dernière mise à jour : 2003-04-29
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 1

Question 12

Plan d'action 2003-2004 du programme de participation des minorités visibles au processus de sélection des candidats à la fonction publique et parapublique

FICHE SYNTHÈSE

PLAN D’ACTION 2003-2004 DU PROGRAMME DE PARTICIPATION DES MINORITÉS VISIBLES AU PROCESSUS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

	Nom du fichier : RP Q12.DRH
	Dernière mise à jour : 2003-06-27
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources humaines	Page 1 sur 1

Question 13

Nombre de permis restrictifs ou de séjour temporaire octroyés en 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003 et répartition selon les catégories suivantes : étudiants, travailleurs, cas médicaux

FICHE SYNTHÈSE

NOMBRE DE PERMIS DE SÉJOUR TEMPORAIRE OCTROYÉS EN 2000-2001 ET 2001-2002 ET RÉPARTITION SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES : ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, CAS MÉDICAUX

L'accord du Québec est requis pour certains ressortissants étrangers souhaitant venir, pour un temps limité, étudier, travailler ou recevoir un traitement médical. Cet accord prend la forme d'un certificat d'acceptation du Québec (CAQ), préalable à l'émission de l'autorisation de séjour fédérale.

En 2000, 2001 et 2002, le Ministère a octroyé respectivement 22 610, 26 180 et 26 170 certificats d'acceptation du Québec, répartis comme suit⁽¹⁾ :

	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>
Étudiants	16 673	18 737	18 487
Travailleurs	6 899	7 399	7 655
Cas médicaux	38	44	28
TOTAL	22 610	26 180	26 170

(1) Ces nombres totalisent les certificats d'acceptation du Québec délivrés au Québec ainsi que dans les Services d'immigration du Québec à l'étranger.

Question 14

Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme «immigrants investisseurs» pour les cinq dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les cinq dernières années. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2002-2003. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement.

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR AVANT LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (EN MILLIERS \$)					
Secteurs d'activité	1998	1999	2000⁽¹⁾	2001⁽¹⁾	2002⁽¹⁾
Agriculture et services connexes	19 100	21 800	25 300	36 350	27 050
Exploitation forestière et services forestiers	-	3 150	700	20 250	-
Mines, carrières et puits de pétrole	-	350	-	2 100	-
Manufacturier	120 350	111 400	186 400	187 600	58 700
Construction	15 050	9 800	9 450	7 700	9 700
Transport et entreposage	11 550	20 650	16 750	18 300	41 050
Communications et autres services publics	6 550	-	7 000	-	4 750
Commerce de gros	13 200	19 350	27 400	15 350	24 500
Commerce de détail	54 950	51 450	65 350	89 400	49 550
Intermédiaires financiers et assurances	6 050	10 850	25 800	24 250	35 100
Services immobiliers	33 600	14 350	44 850	41 050	32 300
Services aux entreprises	4 550	1 400	4 900	12 300	1 200
Services d'enseignement	-	-	-	350	-
Services de soins de santé et services sociaux	4 200	3 500	-	-	-
Hébergement et restauration	22 050	1 050	15 050	8 200	18 100
Autres services	17 150	16 800	24 950	28 250	20 350
GRAND TOTAL	328 350	285 900	453 900	491 450	322 350

(1) Données provisoires en date du 22 janvier 2003

	Nom du fichier : RP Q14-DIA.F1
	Dernière mise à jour : 2003-05-01
Secteur responsable : Immigration	Page 1 sur 1

FICHE SYNTHÈSE

NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION (CSQ) ÉMIS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES										
	1998		1999		2000		2001		2002 ²	
	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹
Travailleurs autonomes	124	431	60	209	127	459	70	240	133	438
Entrepreneurs	372	1 389	251	896	348	1 284	188	747	212	792
Investisseurs	771	2881	638	2 306	1 535	5 538	1 258	4 719	1 370	5123
TOTAL	1 267	4 701	949	3 411	2 010	7 281	1 516	5 706	1 715	6353

¹ Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux

² Données préliminaires

	Nom du fichier : RP Q14-DCR
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur responsable : Immigration	Page 1 sur 1

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2002-2003		
Continent ou région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2002 ⁽¹⁾
Amérique du sud	Colombie	3
	Autres	4
	Total	7
Afrique du Nord	Égypte	8
	Maroc	21
	Tunisie	3
	Total	32
Moyen-Orient	Arabie Saoudite	4
	Émirats arabes unis	11
	Iran	6
	Jordanie	7
	Koweït	4
	Liban	6
	République Arabe Syrienne	5
	Autres	3
	Total	46
Afrique occidentale	Sénégal	3
	Côte d'Ivoire	4
	Autres	1
	Total	8
Asie orientale	Chine	227
	Hong Kong	10
	République de Corée	63
	Taiwan	36
	Autres	1
	Total	337
Asie du Sud	Bengladesh	4
	Inde	3
	Pakistan	6
	Total	13
Autres pays		13
Total pour tous les pays		456

(1) Les données sont celles de l'année civile 2002 (données préliminaires).

FICHE SYNTHÈSE

CONTRIBUTION FINANCIÈRE, PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES, DU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR DEPUIS LE 8 JUIN 2000, POUR L'ANNÉE 2002 ⁽¹⁾

Régions administratives	Montant de contribution financière autorisée	%	Coût des projets
Saguenay – Lac St-Jean	400 000,00 \$	1,10 %	3 100 000,00 \$
Capitale-Nationale	2 727 250,00 \$	7,52 %	39 523 137,00 \$
Mauricie et Centre-du-Québec	4 521 000,00 \$	12,47 %	46 504 302,00 \$
Estrie	2 180 350,00 \$	6,01 %	15 510 534,00 \$
Montréal	9 486 293,00 \$	26,16 %	101 458 379,00 \$
Outaouais	-	0,00 %	-
Abitibi-Témiscamingue	100 000,00 \$	0,28 %	941 000,00 \$
Chaudières-Appalaches	3 391 066,00 \$	9,35 %	34 161 647,00 \$
Laval	3 621 826,00 \$	9,99 %	29 556 834,00 \$
Lanaudière	580 000,00 \$	1,60 %	5 817 454,00 \$
Laurentides	2 537 344,00 \$	7,00 %	21 329 300,00 \$
Montérégie	5 877 510,00 \$	16,21 %	54 526 974,00 \$
Autres ⁽²⁾	840 000,00 \$	2,31 %	20 794 420,00 \$
GRAND TOTAL	36 262 639,00 \$	100,00 %	373 223 981,00 \$

(1) Source : Investissement Québec

(2) Comprend les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

	Nom du fichier : RP Q14-DIA.F2
	Dernière mise à jour 2003-05-01
Secteur responsable : Immigration	Page 1 sur 1

FICHE SYNTHÈSE

MONTANTS D'ARGENT EN ATTENTE DE PLACEMENT
PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS »

Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à la société de fiducie, mais non encore placés dans une corporation admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement fédéral avant de proposer un placement à l'investisseur.

Au cours de l'année 2002, 604 candidats investisseurs ont transféré au Québec la somme requise en vertu du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers. Une forte proportion de ceux-ci ont reçu leur CSQ et sont en attente d'obtention de leur droit d'établissement. Ces candidats ont transféré au Québec, (dans un compte à leur nom chez le courtier), environ 236,3 M\$.

Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur depuis le 8 juin 2000, les sommes en attente de placement dépendent de la rapidité du candidat à transférer les fonds au Québec une fois qu'il a obtenu une promesse de certificat de sélection du Québec. Généralement, le délai moyen est de deux mois. Au 31 décembre 2002, 194 candidats devaient placer le montant prescrit par règlement auprès d'Investissement-Québec, ce qui représente une somme totale de 77,6 M\$ en attente de placement. Le CSQ n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$ est placée au fonds consolidé du revenu du Québec. Investissement-Québec gère son *Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises* à même les sommes générées par ces placements au fonds consolidé du revenu du Québec.

	Nom du fichier : RP Q14-DIA.F6
	Dernière mise à jour 2003-05-07
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 1

Question 15

Ventilation détaillée des effectifs du ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 2002-2003 avec le lieu de travail habituel de chaque employé. Nombre prévu d'effectifs mobilisés dans les pays d'origine pour offrir un programme de francisation et ventilation des dépenses engendrées par ce programme.

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS (ETC) DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2002-2003 ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004 AVEC LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DES EMPLOYÉS

2002-2003

Activités d'accueil : (*)

• Région métropolitaine	63
• Québec	8
• Estrie	4
• Outaouais	4
	<hr/>
	79

Formation linguistique : (**)

• Région métropolitaine	171	
• Québec	12	
• Estrie	7	
• Outaouais	7	
• Effectifs occasionnels non ventilés ⁽¹⁾	61	
	<hr/>	
	258	(2)

(*) Les activités d'accueil comprennent l'accueil des nouveaux arrivants, les renseignements et l'aide à l'établissement. Il s'agit essentiellement de préposés aux renseignements ainsi que du personnel de niveau technique qui interviennent directement auprès de la clientèle.

(**) Il s'agit de tous les effectifs affectés à la formation linguistique tels les enseignants, les conseillers pédagogiques, les moniteurs de langue ainsi que le personnel de soutien.

1. Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels embauchés pour effectuer des remplacements de professeurs réguliers et pour répondre aux besoins reliés à l'accroissement de la clientèle.
2. Malgré un effectif d'enseignants relativement stable d'une année à l'autre, l'accroissement du nombre moyen d'étudiants par groupe, entre autres, a permis de desservir un clientèle accrue.

	Nom du fichier : RP Q15 IR
	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur ou direction responsable : Intégration et régionalisation	Page 1 sur 1

Question 16

Liste des mandats reçus par le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration en 2002-2003 et copie des consultations, études, recherches et avis effectués par le Conseil depuis 2000

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES MANDATS REÇUS PAR LE CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES
EN 2002-2003 ET COPIÉ DES CONSULTATIONS, ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS
EFFECTUÉS PAR LE CONSEIL EN 2002-2003

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil des relations interculturelles.

	Nom du fichier : RP Q16-SG
	Dernière mise à jour : 2003-06-03
Secteur ou direction responsable : Conseil des relations interculturelles	Page 1 sur 1

Question 17

Ventilation des dépenses et description des projets du Fonds d'initiatives régionales en immigration depuis 2002. Plan d'action et prévisions pour 2003-2004

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU FONDS D'INITIATIVES RÉGIONALES EN IMMIGRATION DEPUIS 2002. PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2003-2004

Le Fonds d'Initiative régionale en immigration (FIRI) est entré en vigueur le 1^{er} avril 2003 en remplacement du Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR). Le descriptif du nouveau programme ainsi que le formulaire de demande ont été diffusés.

En 2002-2003, 20 projets ont été accordés pour un montant total de 715 766 \$ dans le cadre du FDIR, dont voici la liste :

Année financière 2002-2003 Liste des projets accordés	
Organisme	Montants accordés
Accès - Travail	20 876 \$
Association des professionnels en développement économique du Québec	29 600 \$
CAMO-PI	15 000 \$
CARREFOUR BLÉ	38 250 \$
Centre d'intégration en emploi des Laurentides	25 000 \$
Centre Saint-Michel	50 000 \$
Centre Sino-Québec de la rive-sud	15 000 \$
Chambre de commerce de l'Outaouais	2 660 \$
Club de recherche d'emploi de St-Hyacinthe inc.	38 000 \$
Club de recherche d'emploi du sud-ouest (CRESO)	15 000 \$
Club de recherche d'emploi Mauricie/Bois-Francis	25 000 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	34 000 \$
PROMIS	81 250 \$
Regroupement Interculturel de Drummond	19 505 \$
Service Intégration Travail Outaouais (SITO)	34 000 \$
SOIT	100 000 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	37 000 \$
Ville de Laval	50 000 \$
Ville de Québec	40 625 \$
Ville de Sherbrooke	45 000 \$
Total	715 766 \$

	Nom du fichier : RP Q17 IR
	Dernière mise à jour : 2003-06-12
Secteur ou direction responsable : Intégration et Régionalisation	Page 1 sur 1

Question 18

Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 2002-2003 en comparaison avec 2001-2002

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR PAYS (LES DIX PRINCIPAUX), EN 2001-2002 EN COMPARAISON AVEC 2002-2003*			
ANNÉE D'ÉMISSION DES CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ)			
2001		2002**	
PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE	PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE
Colombie	668	Colombie	871
Afghanistan	273	Afghanistan	460
Rép. Démoc. du Congo	173	Rép. Démoc. du Congo	175
Burundi	109	Burundi	146
Iraq	70	Congo	74
Yougoslavie	66	Tanzanie	40
Tanzanie	51	Iraq	33
Rwanda	48	Rwanda	26
Iran	42	Iran	24
Bosnie-Herzégovine	40	Togo	23
Autres	198	Autres	178
Total	1738	Total	2050
Informations manquantes	172***	Informations manquantes	239***
Total de CSQ délivrés	1910	Total de CSQ délivrés	2289
<div>* Les données sont compilées en fonction des années civiles.</div> <div>** Données préliminaires.</div> <div>*** Les informations ne sont disponibles qu'après l'établissement des personnes sur le territoire.</div>			

	Nom du fichier : RP Q18-1
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 2

FICHE SYNTHÈSE

VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR LANGUE D'ORIGINE (LES DIX PRINCIPALES), EN 2001-2002 EN COMPARAISON AVEC 2002-2003*			
ANNÉE D'ÉMISSION DES CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ)			
2001		2002**	
LANGUE MATERNELLE	NOMBRE	LANGUE MATERNELLE	NOMBRE
Espagnol	655	Espagnol	800
Dari	167	Dari	393
Kirundi	138	Somalien	104
Somalien	120	Langue Africaine	72
Perse	114	Kirundi	57
Serbo-croate	79	Français	45
Arabe	65	Arabe	43
Farsi	42	Farsi	30
Swahili	35	Tsiluba	27
Kinyarwanda	31	Perse	23
Autres	171	Autres	135
Total	1617	Total	1729
Informations manquantes	293***	Informations manquantes	560***
Total de CSQ délivrés	1910	Total de CSQ délivrés	2289
<p>* Les données sont compilées en fonction des années civiles.</p> <p>** Données préliminaires.</p> <p>*** Les informations ne sont disponibles qu'après l'établissement des personnes sur le territoire.</p>			

	Nom du fichier : RP Q18-1
	Dernière mise à jour : 2003-04-30
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 2 sur 2

Question 19

Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 1998, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et la profession pratiquée au Québec

FICHE SYNTHÈSE

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION D'ÉTABLISSEMENT, DEPUIS 1998, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANTS ET LA PROFESSION PRATiquÉE AU QUÉBEC

1. RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION D'ÉTABLISSEMENT ET LE PAYS DE NAISSANCE

Cinq principaux pays de naissance des immigrants admis de 1998 à 2001, et lieux d'établissement dans chacune des régions :

Capitale-Nationale et Est du Québec	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec
France	France	France
Chine	Bosnie	Colombie
Colombie	Yougoslavie	Bosnie
Maroc	Colombie	Yougoslavie
Bosnie	Chine	Maroc
Laval, Laurentides et Lanaudière	Montréal	Montréal
France	France	Algérie
Maroc	Chine	Maroc
Haïti	Maroc	France
Liban	Afghanistan	Haïti
Chine	Roumanie	Chine

* Les données pour 2002 ne sont pas encore disponibles.

2. RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LE TYPE D'IMMIGRANTS

- Immigrants admis de 1998 à 2001 :
 - 16,5 % se sont établis à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (île de Montréal, Longueuil et Laval);
 - 80,8 % dans la Région métropolitaine de Montréal;
 - 2,7 % dans une région d'établissement non déterminée.
- Immigrants admis de 1998 à 2001, établis dans la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
 - 50,4 % Immigration économique;
 - 27,8 % Regroupement familial;
 - 21,8 % Réfugiés et personnes en situation semblable.
- Immigrants admis de 1998 à 2001 et établis à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
 - 38,3 % Immigration économique;
 - 30,4 % Regroupement familial;
 - 31,3 % Réfugiés et personnes en situation semblable

3. RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA PROFESSION PRATiquÉE AU QUÉBEC

La seule source nous permettant de connaître la profession exercée par la population immigrante provient des données du Recensement de 2001 sur la population active occupée selon la profession, la période d'immigration et la région administrative d'établissement. Or ces données ne seront disponibles qu'à compter de septembre 2003.

Préparée par : Gisèle Ste-Marie (514) 873-4774	Nom du fichier : RP Q19 PRC
Validée par : Robert Baril (514) 864-9812	Dernière mise à jour : 2003-06-26
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 1

Question 20

Plan d'action et prévisions des dépenses associées aux programmes de sensibilisation pour enrayer le *racial profiling* et pour informer sur les réalités et les différences des communautés culturelles et minorités visibles, tant pour la fonction publique que pour l'entreprise privée.

Question 21

Liste et copie de toutes les études et de tous les rapports sur l'intégration socioéconomique des immigrants et minorités visibles dans la fonction publique et l'entreprise privée commandés pour ou par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration en 2002-2003

FICHE SYNTHÈSE

LISTE ET COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES ET DE TOUS LES RAPPORTS SUR L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET MINORITÉS VISIBLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET L'ENTREPRISE PRIVÉE COMMANDÉS POUR OU PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION EN 2002-2003

Bureau de Liaison Université-milieu (Université du Québec à Hull) : Enquête sur les caractéristiques démographiques, l'éducation et la formation, l'emploi et la catégorie de revenu, le logement et la satisfaction personnelle en regard de l'établissement.

Cette étude est en cours. La rédaction du rapport n'est pas terminée.

Godin, Jean-François : Analyse des données de l'enquête effectuée auprès des travailleurs sélectionnés selon la grille de sélection de 1996.

Une version préliminaire du rapport de cette étude a été soumise, aux autorités du Ministère en mai 2003, pour examen et commentaires. La version définitive n'est pas encore complétée.

Préparée par : Gérard Pinsonneault (514) 873-7264	Nom du fichier : RP Q21 PRC
Validée par : Robert Baril (514) 873-6370	Dernière mise à jour : 2003-06-16
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 1

Question 22

Objectifs 2003-2004 pour la représentation des communautés culturelles dans les cabinets politiques, dans la haute direction de la fonction publique et aux conseils d'administration des organismes d'État.

FICHE SYNTHÈSE

OBJECTIFS 2003-2004 POUR LA REPRÉSENTATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LES CABINETS POLITIQUES, DANS LA HAUTE DIRECTION DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES D'ÉTAT.	
<p>Le Conseil du trésor répondra à cette question.</p>	

	Nom du fichier : RP Q22-SG
	Dernière mise à jour : 2003-06-27
Secteur ou direction responsable : Secrétariat général	Page 1 sur 1

Question 23

Plan d'action pour la mise en place d'un mécanisme de surveillance et d'imputabilité pour assurer la réalisation des priorités en matière d'immigration au niveau des nominations politiques.

PLAN D’ACTION POUR LA MISE EN PLACE D’UN MÉCANISME DE SURVEILLANCE ET D’IMPUTABILITÉ POUR ASSURER LA RÉALISATION DES PRIORITÉS EN MATIÈRE D’IMMIGRATION AU NIVEAU DES NOMINATIONS POLITIQUES

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

	Nom du fichier : RP Q23 SG
	Dernière mise à jour : 2003-06-27
Secteur ou direction responsable : Secrétariat général	Page 1 sur 1

Question 24

Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec en 2002-2003 avec coûts de publication et origine de la demande (ministère ou organisme). Fonds alloués à la publication d'offres d'emploi dans les médias écrits et électroniques, qui s'adressent prioritairement aux communautés culturelles, et au sein des cégeps et universités québécoises, indiquant le réseau anglophone.

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE PUBLICATION DU QUÉBEC EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE (MINISTÈRE OU ORGANISME). FONDS ALLOUÉS À LA PUBLICATION D’OFFRES D’EMPLOI DANS LES MÉDIAS ÉCRITS ET ÉLECTRONIQUES, QUI S’ADRESSENT PRIORITAIREMENT AUX COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ET AU SEIN DES CÉGEPS ET UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES, INCLUANT LE RÉSEAU ANGLOPHONE.

Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec en 2002-2003 : document joint.

En ce qui concerne les activités de la Direction générale de l'information gouvernementale (DGIG), il n'y a eu aucun montant d'argent en placement médias de type recrutement dans les médias ethniques et étudiants.

	Nom du fichier : RP Q24_PRC
	Dernière mise à jour : 2003-06-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE

TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Rédiger soi-même une requête en vérification de testament - Collection La justice à votre portée	Justice	5810,00
Contrat de vie commune - Collection La justice à votre portée	Justice	3168,00
Secourisme en milieu de travail	CSST	514497,10
Prévention et contrôle des infections dans les centres de la petite enfance	Famille et Enfance	30881,00
Examens radiologiques faits à l'aide d'appareils transportables	Santé et Services sociaux	10472,00
Formulaires RDL-01 et 02	Régie du logement	331,55
Guide de la route	SAAQ	45895,52
Driver's Handbook	SAAQ	19284,60
Conduire un véhicule de promenade	SAAQ	27544,58
Driving a Passenger Vehicle	SAAQ	8713,23
Arbres du Québec (Les)	Ressources naturelles	7868,00
Cahier des charges et devis généraux, 1997	Transports	8839,00
Vie rurale (La)	MRCI	16970,00
Modalités d'intervention dans le milieu forestier	Ressources naturelles	11395,00
Formulaire 2,6,5C - Sommaire du rôle	Affaires municipales	6194,00
Évaluation foncière des municipalités - 2002 (volume)	Affaires municipales	2578,66
Carte routière du Québec / CAA	Transports	40280,94
Boîtiers- Aux limites de la mémoire	MRCI	6315,00
Installation électrique d'une résidence	Régie du bâtiment	3335,00
L'oxygénothérapie à domicile pour le traitement de la céphalée de Horton	Santé et services sociaux	1476,20
Cahiers de soins palliatifs (Les), Volume 1 numéro 1 - Tendances et enjeux	Maison Michel Sarrazin	1145,80

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 1 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE		
TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Cahiers de soins palliatifs (Les), Volume 3 numéro 1- Honorer la dignité	Maison Michel Sarrazin	1394,41
My Will	Justice	1670,00
Mon testament	Justice	6392,00
Jouer c'est magique - Tome 1	Famille et Enfance	9938,48
Garderie, une expérience de vie pour l'enfant (La)	Famille et Enfance	2444,00
Home Oxygen Therapy for the Treatment of Cluster Headache	Santé et Services sociaux	1790.62
Guide to First Aid for Children	Famille et enfance	1605,25
Enquête québécoise sur l'activité physique et la santé, 1998	Institut national de la santé publique	2659,40
Terminogramme no. 103-104	OQLF	2368,50
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Commission municipale du Québec	3457,38
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5024,63
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Régie du logement	5482,.80
Conduire un véhicule lourd (SAAQ) - 7 ^e édition	SAAQ	59411,81
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Comité de déontologie policière	3641,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Commission des biens culturels	2530,88
Rapport annuel 2000-2001	Commission de reconnaissance des artistes	1224,00
Rapport annuel 2001-2002	Commission de la fonction publique	4397,60
Conduire une moto	SAAQ	46133,27
Des forêts et des hommes	MRCI	13795,40
Aux limites de la mémoire	MRCI	8819,53
Naviguer le fleuve au temps passé	MRCI	11453,43
Éthique dans la fonction publique québécoise	Commission de la fonction publique	4290,00
Nom du fichier : RP Q24(1) PRC		
Dernière mise à jour : 2003-05-13		
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens		Page 2 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE		
TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Drapeau (Le)	Relations avec les citoyens et Immigration	11061,00
First Aid in the Workplace	CSST	5475,00
NFPA 1620, Édition 1998 - Pratique recommandée...	Sécurité publique	3317,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Protecteur des usagers en matière de santé et des services sociaux	3720,63
Rapport annuel 2000-2001	Régions	2970,25
Driving a Heavy Vehicle - 7 ^e Edition	SAAQ	18467,71
Manuel de procédures des placements médias	MRCI	4126,87
Rapport annuel 2000-2001	Conseil des relations culturelles	1299,13
Operating a Motorcycle, 2002	SAAQ	14685,08
Formulaire 2,4,1 (édition 1996)	Affaires municipales	3156,10
Évaluation des techniques de détection de la rupture des implants mammaires	Santé et Services sociaux	6952,20
Pour sortir des sentiers battus : l'action intersectorielle en santé mentale	Comité de la santé mentale du Québec	10167,15
Secourisme en milieu de travail- Écussons	CSST	9000,00
Carte routière du Québec (édition 2002)	Transports	22527,40
Map Road of Québec (édition 2002)	Transports	17185,54
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil de la langue française	2693,38
Votre association personne morale	Inspecteur général des institutions financières	3467,60
Petite flore forestière du Québec	Ressources naturelles	19286,00
First Aid in the Workplace	CSST	106130,48
Cahiers de soins palliatifs (Les), Volume 3 numéro 2	Maison Michel Sarrazin	4065,92
Au rythme du train - Collection Aux limites de la mémoire	MRCI	57022,34

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 3 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE

TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Faire garder ses enfants au Québec	Famille et Enfance	8543,40
Requête en vérification de testament	Justice	3201,60
Les voies du passé 1870-1965	MRCI	9224,56
Entre campagne et ville 1940-1950	MRCI	9123,56
Des jardins oubliés	MRCI	10250,00
Convention collective des fonctionnaires	Conseil du trésor	4560,00
Cohabitation Contract	Justice	1814,88
Application for the Probate of a Will	Justice	2440,00
NFPA 68 - Guide sur la décharge des déflagrations (1998)	CSST	4070,75
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Ressources naturelles	4781,45
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil exécutif	8355,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3487,80
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Office des personnes handicapées du Québec	4982,38
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Famille et Enfance	3535,00
Se lancer en affaires	MRCI	32570,66
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil supérieur de l'éducation	2990,47
Rapport annuel de gestion 2001-2002	L'Inspecteur général des institutions financières	2948,88
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Commission de protection de la langue française	1662,75
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Santé et Services sociaux	7251,47
Rapport annuel de gestion 2000-2001 et 2001-2002	Commissaire de l'industrie de la construction	995,25
Contrat de vie commune	Justice	3767,00
La gestion de la formation	Emploi-Québec	33915,00

Nom du fichier : RP Q24(1) PRC

Dernière mise à jour : 2003-05-13

Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens

Page 4 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE
EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE

TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Capitale / lieu du pouvoir	Capitale-Nationale	1148,50
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Commission de protection du territoire agricole	9250,56
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Travail	7397,18
Répertoire des organismes ethnoculturels du Québec - À la découverte de la diversité québécoise	MRCI	20586,18
Cahiers de soins palliatifs (Les) – Volume 2 numéro1 - Les proches	Maison Michel Sarrazin	1339,00
Programme éducatif des centres de la petite enfance	Famille et Enfance	3558,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil de la Justice administrative	2315,41
Aide-mémoire sur l'utilisation des sites Web gouvernementaux	MRCI	2197,00
Aide-mémoire sur la promotion, la commandite et la publicité dans les sites Web gouvernementaux	MRCI	2427,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Société québécoise d'information juridique	4123,98
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Régie du Cinéma	4101,72
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Office des professions du Québec	2558,13
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil des Aînés	2124,88
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	3743,75
Rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes 2001-2002	Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	9188,75
Secourisme en milieu de travail, 5 ^e édition	CSST	407715,44
Rapport annuel d'activités 2001-2002	Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	1443,53
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil des relations interculturelles	1750,00
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Conseil de la famille et de l'enfance	1357,83
Répertoire des municipalités du Québec 2002	Affaires municipales	25107,30

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 5 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE		
TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Répertoire des municipalités du Québec 2002 cédérom	Affaires municipales	1924,84
Architecture contemporaine de Québec	Ville de Québec	27063,60
Répertoire d'entreprises québécoises à la recherche de partenaires étrangers Édition 2002-2003	Culture et communications	1700,00
Techniques d'ablation de l'endomètre dans le traitement des saignements utérins anormaux (AETMIS)	Santé et Services sociaux	10150,71
À nous de jouer	Famille et Enfance	60374,00
Répertoire des pesticides utilisés au Québec	Environnement	15915,00
Revue Santé, Société, Solidarité	Santé et Services sociaux	34833,00
Manuel de la présentation de l'information financière municipale - MAJ novembre 2002	Affaires municipales	7896,96
Bail de logement - Version informatique cédérom (5 mentions)	Régie du logement	1559,53
Lease of a Dwelling - Computerized Version (5 mentions)	Régie du logement	2388,47
Distances routières 1997-1998	Transports	1928,65
Formulaire 2.6.10C - Intercalaire de continuité 1998 (boîtes de 1000)	Affaires municipales	5292,00
Formulaire 2.5.1C - Fiche de propriété (paquets de 1000)	Affaires municipales	9572,50
Formulaire 2.6.1C-1C - Fiche de propriété-copropriété divise résidentielle (paquets de 250)	Affaires municipales	66,15
Formulaire 2.6.1C-2C- Fiche de propriété-copropriété divise résidentielle (paquets de 2000)	Affaires municipales	529,20
Rapport annuel de gestion 2001-2002	Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention	3882,88
Bail de logement	Régie du logement	100548,79
Lease of a Dwelling	Régie du logement	12583,75
Affiches / audiences Régie du logement	Régie du logement	2290,00
Convention collective des professeurs 1998-2002	Conseil du trésor	2030,00

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 6 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE
EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE

TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Le Québec	MRCI	3881,00
Cahiers de soins palliatifs (Les) – Volume 4 numéro 1- Au Quotidien	Maison Michel Sarrazin	3556,00
L'utilisation des électrochocs au Québec (AETMIS)	Santé et Services sociaux	7294,10
Manuel de la présentation de l'information financière municipale - Version 2002 - cédérom	Affaires municipales	3144,00
Cahier des charges et devis généraux - 2003	Transports	79625,90
Allons jouer dehors	Famille et Enfance	25322,15
Pesticides et agriculture	Environnement	10918,00
La garderie une expérience de vie pour l'enfant, Volet 1	Famille et Enfance	2879,95
La garderie une expérience de vie pour l'enfant, Volet 2	Famille et Enfance	2772,00
La garderie une expérience de vie pour l'enfant, Volet 3	Famille et Enfance	2781,00
Conduire un véhicule de promenade	SAAQ	20750,00
Driving a Passenger Vehicle	SAAQ	4150,00
The Use of Electroconvulsive Therapy in Québec (AETMIS)	Santé et Services sociaux	6376,70
Évaluation foncière des municipalités - Exercice 2003	Affaires municipales	2525,40
Évaluation foncière des municipalités - Exercice 2003 - Version informatique	Affaires municipales	445,45
Guide de la route, 2001	SAAQ	23758,41
Driver's Handbook, 2001	SAAQ	8820,00
Bail dans un établissement d'enseignement (paquets de 25 mentions)	Régie du logement	866,00
Avis au consommateur / affiche OPC	OPC	1279,00
Arbres, arbustes, arbrisseaux du Québec	Ressources naturelles	3351,00
Plantation de feuillus nobles	Ressources naturelles	3745,00
L'utilisation des électrochocs au Québec AETMIS - Réédition	Santé et Services sociaux	1956,00

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 7 sur 8

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE EN 2002-2003 AVEC COÛTS DE PUBLICATION ET ORIGINE DE LA DEMANDE		
TITRE	M/O CLIENT	COÛT
Bail de logement dans une coopérative - Version électronique - 5 mentions	Régie du logement	1244,00
Bail d'un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile	Régie du logement	3835,58
Oeuvres de femmes - Collection Aux limites de la mémoire	MRCI	50036,72
NFPA 1142 / Édition 2001	Sécurité publique	6333,70
The Use of Electroconvulsive Therapy in Québec (AETMIS) Réimpression	Santé et Services sociaux	1793,00
La réalité des aînés québécois / 2 ^e édition	Conseil des aînés	2489,00

	Nom du fichier : RP Q24(1) PRC
	Dernière mise à jour : 2003-05-13
Secteur ou direction responsable : Planification et Relations avec les citoyens	Page 8 sur 8

Question 25

Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années

FICHE SYNTHÈSE

LISTE DE TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN (DES) EMPLOYÉ(S) DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Le ministère n'a créé aucun OSBL durant l'année 2002-2003, ni, dans la mesure où cette information est disponible, aucun de ses employés.

	Nom du fichier : RP Q25-DPS
	Dernière mise à jour : 2003-03-31
Secteur ou direction responsable : Direction des ressources financières	Page 1 sur 1

Question 26

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1).:

FICHE SYNTHÈSE

COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PART LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)

La liste de classement du MRCI, document de quelque 250 pages, n'est pour le moment accessible qu'en consultation sur place. Le ministère prévoit la rendre également accessible à distance, comme le prévoit l'amendement apporté le 21 juin 2001 à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, sitôt la révision du plan de classification de ses documents réalisée, soit d'ici 2006.

	Nom du fichier : RP Q26-SG
	Dernière mise à jour : 2003-06-12
Secteur ou direction responsable : Secrétariat général	Page 1 sur 1

Question 27

État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 ainsi que les prévisions pour 2003-2004.

FICHE SYNTHÈSE

ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2002-2003 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004

1. Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux étudiants étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente (Mesure 9).

Le MRCI a mis en place, au cours de l'année 2002-2003, un Service personnalisé-Étudiants étrangers dans les directions régionales du MRCI, soit en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et dans la région de Québec; ce service a pour objectif de faciliter les démarches d'immigration des étudiants étrangers :

- aide pour remplir les documents;
- information sur l'état d'avancement du dossier;
- entrevues sur place, si possible.

Les coûts relatifs à la réalisation de ce projet en 2002-2003 :

- production des documents de promotion pour l'ensemble du Québec, y compris la grande région de Montréal : 7 000 \$;
- service offert par les directions régionales à même les budgets de fonctionnement.

Les prévisions de dépenses pour 2003-2004 sont de l'ordre de 45 000 \$.

2. Déployer des activités visant à augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans les établissements de niveau post-secondaire des régions (Mesure 10).

Le Ministère a élaboré, en 2002-2003, un Plan d'action pour accroître le nombre d'étudiants étrangers dans les établissements de niveau post-secondaire de certaines régions du Québec pour la période 2003-2006. Les régions visées sont l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-St-Laurent, la Mauricie, l'Outaouais et le Saguenay-Lac-St-Jean. Ce plan a été élaboré en collaboration avec les partenaires concernés, soit le ministère de l'Éducation (MEQ), Cégep international et les universités des régions concernées.

Au cours de l'année 2003-2004, des actions de recrutement seront menées dans les bassins visés par le Plan de promotion et de recrutement de l'immigration, soit en France, y compris à l'île de La Réunion, dans les autres pays de l'Union européenne, en Europe de l'Est et en Amérique latine.

Les outils de promotion pour attirer plus d'étudiants étrangers en région sont en voie d'élaboration : feuillets promotionnels mettant l'accent sur les créneaux d'excellence de chacun des collèges et universités, site Web, etc.

Des mesures incitatives sont à l'étape de la réalisation, dont le projet de travail hors campus pour les étudiants étrangers des universités des régions qui doit faire bientôt l'objet d'une entente entre le MRCI, les établissements concernés et Citoyenneté et Immigration Canada.

En 2002-2003, les activités réalisées l'ont été à même les budgets de fonctionnement.

Les dépenses prévues pour 2003-2004 sont de l'ordre de 150 000 \$ pour des activités de recrutement dans les bassins ciblés, soit principalement la France, l'île de la Réunion, l'Europe de l'Est, le Mexique et certains pays d'Amérique latine.

Les dépenses prévues pour la conception des outils de promotion, y compris le site Web, ainsi que la rédaction de texte sont estimées à 75 000 \$, coûts qui seront défrayés par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) qui a alloué un montant à la réalisation de ce projet.

	Nom du fichier : RP Q27 IMM
	Dernière mise à jour : 2003-06-17
Secteur ou direction responsable : Immigration	Page 1 sur 1

FICHE SYNTHÈSE

ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS
EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2002-2003

- Au Rendez-vous national des régions, le MRCI a annoncé le *Plan d'action pour une contribution accrue de l'immigration à l'occupation dynamique du territoire québécois*, qui vise à inciter un plus grand nombre de personnes immigrantes à s'établir en région.

Les ententes spécifiques en matière d'immigration

- Depuis l'annonce du Plan d'action, des ententes spécifiques en matière d'immigration ont été signées pour la région du Bas-Saint-Laurent en novembre 2002, pour la région des Laurentides et celle de l'Abitibi-Témiscamingue en mars 2003 et pour celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean en avril 2003. Des ententes sont également en vigueur dans les Laurentides et dans l'Outaouais (cette dernière entente se termine en juin 2003).

Les ententes avec les villes

- En décembre 2002, le Ministère a signé une première entente avec la Ville de Sherbrooke, ayant pour objectif de consolider les activités existantes d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et de mettre en œuvre des actions axées sur le rapprochement entre les personnes immigrantes et la communauté d'accueil.
- En avril 2003, le Ministère a signé une nouvelle entente avec la Ville de Québec dans le cadre du contrat de Ville conclu avec cette municipalité. Cette entente vise la promotion de la Ville de Québec comme site d'établissement et d'intégration des nouveaux arrivants à la société d'accueil et de la sensibilisation des citoyens de la société d'accueil.

Fonds d'initiatives régionales en immigration (FIRI)

- Les normes du FIRI ont été approuvées par le Secrétariat du Conseil du trésor. Les premiers projets déposés dans le cadre de ce programme sont à l'étude.

Les carrefours d'intégration locaux

- Des échanges ont été amorcés avec des partenaires régionaux afin de mettre en place des carrefours d'intégration locaux; le premier carrefour d'intégration local a été désigné dans le cadre de l'entente spécifique de l'Abitibi-Témiscamingue, il s'agit de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Traitement accéléré des demandes d'immigration

- Un comité bilatéral Québec-Ottawa chargé d'étudier des mécanismes de traitement accéléré des demandes d'immigration permanente d'étudiants et de travailleurs temporaires déjà installés dans une région ou ailleurs sur le territoire a amorcé ses travaux.
- Les bases d'une collaboration entre le MRCI et Emploi-Québec ont été établies en vue de la création d'équipes dédiées au développement de mesures pour répondre aux besoins de main-d'œuvre des régions par l'immigration temporaire et permanente.

Sommes versées en 2002-2003

- En 2002-2003, 715 766 \$ ont été versés pour des projets du Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR), réalisés ou non dans le cadre d'ententes spécifiques.

	Nom du fichier : RP Q27 IR
	Dernière mise à jour : 2003-06-16
Secteur ou direction responsable : Intégration et régionalisation	Page 1 sur 1

IMPORTANT

Ajout au Cahier des renseignements particuliers du
ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration. Pour l'étude des crédits en commission
parlementaire de la culture.

**Secrétariat général du MRCI
4 juillet 2003**

Question 55

Concernant le commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole, en 2002-2003 :

- Nombre de demandes de renseignements, de plaintes téléphoniques et écrites, de plaintes jugées recevables, d'enquêtes entreprises et de dossiers réglés et aperçu du règlement pour chacune des régions administratives.
- Budget de fonctionnement alloué par le Bureau du commissaire aux plaintes et ventilation des catégories d'employés rattachés à ce bureau.
- Salaire du commissaire aux plaintes.

COMMISSAIRE AUX PLAINTES EN MATIÈRE DE PROTECTION DU
TERRITOIRE AGRICOLE

QUESTION

Concernant le commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole, en 2002-2003 :

- a) Nombre de demandes de renseignements, de plaintes téléphoniques et écrites, de plaintes jugées recevables, d'enquêtes entreprises et de dossiers réglés et aperçu du règlement pour chacune des régions administratives;
- b) Budget de fonctionnement alloué par le Bureau du commissaire aux plaintes et ventilation des catégories d'employés rattachés à ce bureau;
- c) Salaire du commissaire aux plaintes.

ÉLÉMENTS DE RÉPONSE

Le ministre de la Justice était auparavant responsable de la section V.1 « Activités agricoles » de la *Loi sur la protection du territoire agricole* (L.R.Q., c. P-41.1). Cette section prévoyait la nomination, par le **gouvernement**, d'un commissaire aux plaintes en matière agricole à l'encontre d'un règlement municipal d'urbanisme ou relatif aux nuisances, et la façon dont ces plaintes devaient être traitées. (art. 79.1 à 79.12 de cette loi).

En 1996, lors de l'adoption de la *Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration* (L.R.Q., c. M-25.01), cette responsabilité a été transférée au ministre responsable du MRCI (art. 65 de cette loi).

En 1997, la *Loi sur la protection du territoire agricole* a été modifiée : entre autres, son titre est devenu *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., c. P-41.1) et la section V.1 a été remplacée par un nouveau chapitre (Chapitre III) intitulé « Activités agricoles en zone agricole » (art. 79.1 à 79.22). Ce chapitre prévoit l'intervention d'un médiateur en cas de différend entre un producteur agricole et une municipalité relativement à un règlement municipal dont l'entrée en vigueur est postérieure au 20 juin 1997; les plaintes relatives à un règlement municipal en vigueur avant cette date continuent d'être traitées par le commissaire aux plaintes nommé en vertu de l'ancienne loi (art. 47 et 84 de la loi modificatrice, 1996, c. 26). L'article 79.21 de la loi prévoit que « Le **ministre** désigne une personne pour agir comme directeur pour l'application des articles 79.3 à 79.16 » et l'article 79.22 énonce que « Le directeur a pour fonctions de recevoir les demandes qui lui sont formulées et de désigner les personnes requises pour agir comme médiateur ». Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a été nommé responsable de l'application des articles 79.21 et 79.22 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* en vertu du décret numéro 1365-97 du 22 octobre 1997.

En bref, le Commissaire aux plaintes (nommé par le gouvernement) continue d'agir pour les litiges relatifs à un règlement municipal en vigueur le 20 juin 1997 et le Directeur (nommé par le ministre) responsable de l'application des articles 79.3 à 79.16 de la loi, nomme les médiateurs qui traiteront des plaintes relatives à un règlement municipal en vigueur après le 20 juin 1997.

Commissaire aux plaintes

M^{re} Carole Gagné a été nommée Commissaire aux plaintes une première fois par le décret numéro 1301-98 du 7 octobre 1998, pour la période du 13 octobre 1998 au 23 juin 2000. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 mois en vertu du décret numéro 751-2000 du 15 juin 2000 jusqu'au 23 décembre 2000. Il a été renouvelé de nouveau en vertu du décret 1448-2000 du 13 décembre 2000 pour une période de 6 mois, soit du 24 décembre 2000 au 23 juin 2001. À la fin de cette période, son mandat n'a pas été renouvelé.

Directeur de la protection du territoire agricole

Ce poste n'a pas été comblé à ce jour.

	Nom du fichier : Commissaire aux plaintes
	Dernière mise à jour :
Secteur responsable : Direction des affaires juridiques	N° de la fiche :

À la question a), selon les renseignements dont on dispose à l'heure actuelle, depuis l'expiration du mandat du commissaire, une seule demande de renseignement aurait été faite.

Il n'y a eu aucun dossier d'ouvert nécessitant l'intervention d'un médiateur nommé par le directeur de la protection du territoire agricole concernant des difficultés d'application des articles 79.3 et suivants de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles ni en raison de l'application d'un règlement municipal d'urbanisme ou relatif aux nuisances.

Quant à la question b), à l'heure actuelle, compte tenu du non-renouvellement du mandat du commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole, il n'y a aucun budget de fonctionnement pour ce poste.

Enfin, à la question c), vu l'absence de nomination d'un commissaire, il n'y a aucun salaire affecté à cette fonction.

	Nom du fichier : Commissaire aux plaintes
	Dernière mise à jour :
Secteur responsable : Direction des affaires juridiques	N° de la fiche :